

Le DROIT d'AUTOPSIE

Etude historique et juridique

L'Autopsie judiciaire - L'Autopsie privée
L'Autopsie dans les Hôpitaux et Hospices

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 16 Mai 1938, à 14 heures

par

ROGER BROCAS

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences Politiques
Diplômé de l'Institut de Criminologie de Paris

MEMBRES DU JURY

Président.... M. DONNEDIEU de Vabres.
Suffragants : { M. HUGUENEY.
 { M. DUVOIR.

1938

IMPRIMERIE LOUIS JEAN
6, avenue de Provence, 6
G A P

Le DROIT d'AUTOPSIE

Etude historique et juridique

L'Autopsie judiciaire - L'Autopsie privée
L'Autopsie dans les Hôpitaux et Hospices

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 16 Mai 1938, à 14 heures

par

ROGER BROCAS

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences Politiques
Diplômé de l'Institut de Criminologie de Paris

MEMBRES DU JURY

Président.... M. DONNEDIEU de Vabres.

Suffragants : { M. HUGUENEY.
M. DUVOIR.

1938

IMPRIMERIE LOUIS JEAN

6, avenue de Provence, 6

G A P

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Introduction

Nous nous proposons d'étudier l'évolution des idées et des sentiments à l'égard du corps humain après la mort, et corollairement, la législation qui marque le point où se neutralisent leurs tendances contradictoires et qu'on peut appeler le droit d'autopsie.

L'œuvre du législateur est toujours un compromis, et en l'espèce, il s'agit de concilier des sentiments de respect envers la dépouille humaine, respect dont le fondement se trouve dans la religion et la morale, avec les nécessités de la justice d'une part, des progrès de la science (médecine et chirurgie) d'autre part.

Cette matière est nouvelle, croyons-nous, dans la littérature juridique. Le mot autopsie ne figure pas au catalogue de la bibliothèque de la Faculté de Droit. Cependant par bien des côtés, la matière est juridique, puisqu'elle touche au droit pénal avec l'autopsie médico-légale et au droit administratif avec l'autopsie scientifique. Elle est particulièrement intéressante pour les administrateurs d'hôpitaux et hospices.

De précieux renseignements nous ont été fournis par les

ouvrages de MM. Loeb et Colin auxquels nous nous référerons en maintes occasions. Mais avant d'indiquer le plan très simple que nous suivrons, il est utile de préciser le sens d'un certain nombre de mots que nous serons appelés à employer au cours de cette étude.

Étymologiquement, l'*anatomie* est l'art de séparer; les anatomistes sont donc ceux qui les premiers ont entrepris l'étude du corps humain ou animal par la séparation des divers éléments qui le composent. Par la suite, et de nos jours, l'anatomie est surtout considérée comme l'ensemble des connaissances acquises relatives à la structure des corps vivants.

La *dissection* est l'opération par laquelle on sépare, on coupe les éléments d'un tout. Le mot est généralement employé dans le sens d'opération sur un corps mort, dans le but d'en étudier la composition générique.

Autopsier, étymologiquement, signifie : regarder soi-même. Plus qu'une opération concrète, c'est donc là une manière d'être, une méthode d'investigation, en un mot une conception théorique. L'origine du mot doit sans doute être cherchée dans le vocabulaire en usage à l'Ecole d'Alexandrie qui l'opposait à la *tradition*. Transposée dans le langage philosophique moderne, l'autopsie serait la méthode expérimentale opposée à la scholastique.

Quoiqu'il en soit, l'acception initiale a été perdue de vue et l'autopsie, de nos jours, est une opération chirurgicale sur le corps mort dans le but de trouver les causes de la mort. C'est seulement dans ce dernier sens que nous l'utiliseront concurremment avec les termes de nécropsie et de macroscopie dont le sens est resté celui que dictait leur étymologie.

On voit donc ce qui différencie la dissection et l'autopsie. C'est moins l'opération elle-même qui est autre que le but poursuivi par les auteurs. La dissection a pour but l'enseignement de l'anatomie, au sens moderne du mot, tandis que l'autopsie a pour but de poser ou de confirmer un diagnostic. L'une est générale, l'autre est individuelle, sous bénéfice toutefois du parti que l'induction peut tirer de l'individuel en faveur du général.

Dans l'étude de la législation, nous nous bornerons à l'autopsie, mais quand nous envisagerons l'histoire des idées, nous serons amenés à considérer ensemble dissection et autopsie, puisqu'aussi bien, se manifestant par les mêmes actions concrètes, elles soulèveront des objections analogues.

Voici le plan qui nous guidera maintenant :

1^{re} partie : HISTOIRE DES IDÉES

Chap. I : L'antiquité.

Chap. II : Les temps chrétiens.

Chap. III : Les temps modernes.

Chap. IV : Psychologie contemporaine.

2^e partie : ÉTUDE JURIDIQUE

Chap. I : L'autopsie judiciaire.

Chap. II : L'autopsie non judiciaire.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552009_0072

PREMIERE PARTIE

Histoire des idées
et des sentiments

Que l'idée d'autopsie ait germé très tôt dans le cerveau de l'homme, cela n'est point pour nous étonner, car elle s'apparente étroitement au concept traditionnel et enfantin qui consiste à voir ce qu'il « a dans le ventre ». N'est-ce pas d'ailleurs un des éléments les plus puissants de la recherche scientifique que cette curiosité que rien ne satisfait complètement puisqu'il reste toujours des mystères à expliquer?

Mais, dès la plus haute antiquité, la religion s'est emparée de la dépouille humaine et lui a conféré un caractère sacré, tantôt pour en faire le substrat de l'être éternel qui succède au défunt (doctrines chrétienne et égyptienne), tantôt pour l'honorer par des rites de nature à rendre favorable aux survivants l'âme libérée du *de cuius* (doctrine animiste).

D'où un conflit entre ce qu'on peut appeler dès maintenant l'idée scientifique et l'idée religieuse.

Pendant longtemps la victoire restera aux sorciers, pour finalement passer dans le camp des savants.

C'est cette lutte que nous allons suivre :

— dans le monde mal connu des Hindous, des Perses et des Hébreux;

— dans l'antiquité égyptienne;

— dans l'antiquité grecque;

— chez les Romains;

— aux temps chrétiens;

— au Moyen-Age;

— aux 17^e et 18^e siècles.

CHAPITRE PREMIER

L'antiquité

§ 1^{er} : Les Indous et les Hébreux

La notion d'une législation purement laïque est une notion moderne. L'antiquité ne connaissait d'autre législation que celle des dieux dont le roi ou le patriarche n'était que l'humble serviteur. Les tables de la Loi ont été dictées par Dieu lui-même sur le Mont Sinaï. C'est donc le principe religieux que nous devons nous attacher à connaître.

Chez les Indous, il interdisait absolument les dissections et les autopsies, et les quelques opérations qu'ils connaissaient étaient enseignées aux étudiants sur des mannequins. Cependant les Indous, ont fait de magnifiques travaux; c'était le peuple le plus avancé dans l'art médical dont on trouvait les règles dans les livres sacrés. Tels sont les Mahabharada, le Ramayana (1), tel aussi l'Ayurveda qui comportait un système complet de médecine dont on sait

(1) Cf. Ch. SHOESEL, *Le Ramayana au point de vue religieux, philosophique et moral*,

qu'il fut professé il y a environ 3.000 ans par un savant du nom de Dhauvantare. C'est un de ses élèves, Susruta, qui rédigea l'ouvrage que le docteur Fr. Hessler traduisit du sanscrit en 1844.

Pour tourner l'interdiction qui devait porter plus sur les moyens que sur l'acte lui-même, Susruta nous apprend que le cadavre dont on voulait scruter l'intérieur était placé dans un cage et livré pendant sept jours à un processus de décomposition dans les eaux du fleuve; après quoi, on peut en découvrir l'intérieur, *sans faire usage du couteau*, rien qu'en frottant les parties molles, jusqu'à ce qu'apparaissent les organes internes (1).

Un auteur allemand, Hopf (2), ajoute que les étudiants du temps ne prenaient pas toujours ces détours, et qu'ils se contentaient, comme Caraka, Vagklata et Susrum, de prendre un bain après leur dissection, ou à titre de sacrifice pour racheter leur sacrilège, de jeter un regard au soleil ou encore de toucher une vache.



Les lois divines des Hébreux ne permettaient pas non plus la mutilation des corps humains décédés, mais leur législation est tout de même intéressante pour nous en ce sens que, la première, elle a institué une sorte d'expertise médico-légale qui nous est rapportée au Deutéronome (3).

Quant un crime était découvert dans la campagne, les

(1) SUSRŪTA: 3-5.

(2) HOPF: *Anfänge der Medizin. Abhandlung Zur Geschichte der Medizin.*

(3) Deutéronome, XXI, I.

juges descendaient sur les lieux et « ils mesuraient les distances du corps mort aux villes d'alentour pour déterminer celle qui était la plus proche et devait faire les frais de l'expiation ». On peut supposer, dit Tourdes dans son dictionnaire encyclopédique des sciences médicales, que des hommes expérimentés et qui n'étaient pas étrangers aux connaissances médicales si souvent appliquées par la loi de Moïse, devaient tirer parti de cet examen pour la découverte du crime.

§ 2 : Les Egyptiens

Avec la civilisation égyptienne on entre dans un domaine mieux connu et qui nous semble plus riche en réalisations concrètes.

Nul doute en effet, malgré le petit nombre de documents élucidés, qu'au moins dans son ensemble, l'esprit humain ne se soit délié sur les rives du Nil à une époque où les Grecs eux-mêmes ne pensaient qu'à garder leurs troupeaux. L'astronomie, les mathématiques, les sciences physiques et naturelles, ont brillé d'un éclat très vif entre Louksor et Alexandrie, encouragées par les rois, dans les limites tracées par la morale religieuse dont ils étaient les gardiens.

Et cette morale, qui n'était point particulière à ces temps, ni à ces peuples, professait à la fois un curieux respect du cadavre humain et une terrible indifférence pour la vie de l'homme. L'horreur soulevait la masse du peuple dès qu'on insultait les morts, et ce même peuple

assistait avec des hurlements de joie aux combats sanglants des gladiateurs, et approuvait un système de répression pénale absolument inexorable. Mais la logique n'a pas de place dans la psychologie des foules.

C'est ainsi que les procédés d'embaumement eux-mêmes, dont le but était pourtant d'assurer la pérennité du corps dont dépendait le bien être de l'âme, provoquaient parfois, selon Diodore de Sicile, de violentes réactions de la part du peuple qui n'hésitait pas à lapider les embaumeurs pour les punir de la profanation à laquelle ils venaient de se livrer.

Il existait cependant une curieuse disposition de loi qui pourrait faire croire à une exception : le droit pour le créancier de faire saisir le corps de son débiteur défunt (1). Mais c'était sans doute moins pour le dépecer que pour influencer les héritiers et les amener à payer les dettes du *de cuius*.

A intervalles irréguliers, on note toutefois des périodes plus favorables aux études de médecine. La curiosité d'un roi en était la cause. C'est ainsi que le roi Menès, fondateur de la première dynastie royale égyptienne, fut médecin et auteur de livres d'anatomie. Sous le règne de Casto, cinquième roi de la première dynastie, il semble qu'on ait étudié également l'anatomie des veines (2).

Mais soudain, avec l'avènement de Ptolémée Soler, ancien général et successeur sur le trône d'Egypte d'Alexandre le Grand, l'anatomie humaine prend son essor à l'Ecole d'Alexandrie qui connut son plein développement sous Ptolémée-Philadelphe, homme érudit, grand ami des lettres et des

(1) HÉRODOTE, *Hist.*, 136-110.

(2) Papyrus d'EDWIN SMITH, *Chirurgie*. (Bibliothèque du Vatican).

sciences. Sous l'impulsion de ces deux souverains, et grâce à leur esprit de large tolérance religieuse, Erasistrate de Cos, disciple d'Aristote et de Chrysippe, ainsi qu'Hérophile, disciple de Proxagore, ont pu disséquer des cadavres humains environ 280 ans avant l'ère chrétienne.

Celse et Tertullien font allusion à cette pratique dans des termes souvent vifs :

Celse (1) dit sans aménité : « Hérophile, ce médecin ou ce boucher, qui a disséqué un grand nombre d'hommes pour sonder la nature, n'en a peut-être pas pour cela mieux pénétré l'intérieur, la mort apportant un grand changement à toutes les parties qui ne doivent plus être les mêmes lorsqu'elles n'ont plus de vie. D'autant plus qu'il ne s'agit pas ici d'une mort simple, mais d'une mort procurée par divers tourments auxquels la recherche exacte de l'anatomie a exposé ces malheureux ».

Tertulien affirme de même (2) : qu' « Erasistrate et Hérophile ont disséqué vivants des criminels condamnés à morts que les rois tiraient de leurs prisons pour les leur remettre ». Cette dernière affirmation est loin d'être prouvée, mais elle inaugure une discussion qui devait durer jusqu'au dix-huitième siècle, puisque Riolan demande : « *An vivum hominem secare sit necessarium et liceat?* » et Guérin, en 1790, pose la même question.

Quoiqu'il en soit, c'est grâce à Erasistrate et à Hérophile que la médecine fit d'immenses progrès. C'est eux qui baptisent les vaisseaux lactés, les valvules tricuspides, le parenchyme, etc...

Mais cette brillante phase fut courte; elle dura de 330

(1) CELSE: *De medicinae*, praefacio p. 7.

(2) TERTULLIEN: *De anima*, chap. 4.

à 247 environ, date de la mort de Ptolémée Philadelphc. Après lui, la vieille morale reprit le dessus et c'en fut fini pour plusieurs siècles des dissections et des autopsies, non seulement en Egypte, mais dans le monde entier.

§ 3 : Les Grecs

Les Grecs ne croyaient point nécessaire au bonheur de l'âme que le corps fût préservé de la décomposition par un procédé artificiel, mais la religion leur enseignait que l'âme dépouillée de son enveloppe charnelle errait sur les rives du Styx, désolée, suppliante, jusqu'à ce que le corps qu'elle avait habité eût été confié à la terre ou dévoré par les flammes. Aucune considération n'eut pu les détourner de leur pieux devoir d'enterrer les morts et l'on assure qu'un des sentiments qui poussaient le plus vivement les guerriers au combat était le désir de demeurer maîtres du champ de bataille pour enterrer leurs morts.

Les examens anatomiques étaient donc seulement permis sur des cadavres de traitres, de grands criminels et d'enfants perdus. On ne trouve aucune allusion, dans les vieux traités, à des permissions données par la loi et l'on se contentait de ne pas froisser les conceptions religieuses et morales par ces rares autopsies.

Il est presque certain que le grand Hippocrate (né en 460 av. J.-C.) n'a pas ouvert de cadavres humains. Seuls des ouvrages apocryphes contiennent des détails anatomiques d'ailleurs erronés et contradictoires.

Le livre des prognostics, le traité des humeurs, celui des

effets de l'air, des eaux et des lieux, du régime des maladies aiguës, des fractures, des luxations, des plaies de la tête, tous ouvrages dont Hippocrate est sûrement l'auteur, ne comportent aucune recherche anatomique.

Les grecs étaient d'ailleurs portés à traiter la médecine comme une branche de la philosophie, et comme telle, à utiliser le raisonnement de préférence à l'expérience. Nombreux furent les philosophes médecins qui, comme Alc-méon de Crotoné, essayèrent, par analogie, d'appliquer à l'homme les résultats de leurs observations sur les animaux. Empédocle procéda de la même manière pour les organes de la reproduction, en cherchant ses prémisses dans les animaux et même les végétaux. On peut encore citer Dioclès qui écrivit sur les préparations et les démonstrations anatomiques, Démocrite, auteur d'un livre sur le caméléon, Epicarne, Anaxagore, Philistéon, Chrysippe, etc...

Nous en avons le témoignage dans une page d'Aristote (1) : « Les parties de l'homme sont inconnues ou, du moins, on n'en peut juger que par les ressemblances avec les organes des animaux ».

Cependant, à peu près à l'époque où les travaux de l'Ecole d'Alexandrie faisaient faire de grand progrès à l'anatomie humaine, il semble, d'après Galien, que Dioclès de Carystée, fit, lui aussi, et même avant Erasistrate, des administrations anatomiques.

(1) ARISTOTE, *Hist. anim.*, lib. I, chap. 16.

§ 4 : Les Romains

Les considérations morales et religieuses que nous avons exposées dans le paragraphe précédent valent pour la civilisation romaine. Peut-être même le caractère sacré du cadavre humain était-il encore plus marqué à Rome qu'en Grèce puisque la présence du cadavre transformait le tombeau en asile et le rendait inviolable.

Pourtant on a cru longtemps que Galien (1) avait enfreint ces rigoureux principes et il semble que le médecin de Pergame ait lui-même laissé quelque obscurité volontaire sur le caractère véritable de ses travaux anatomiques. A la lumière des découvertes archéologiques publiées par MM. Dechambre et Charcot (2), on arrive à penser que Galien n'a opéré que sur des singes. En effet, dans une villa de Rome ayant appartenu à un médecin d'Auguste, Antoine Musa, on a trouvé une image en marbre des viscères abdominaux et thoraciques (3) de l'homme, qui contient non pas un cœur humain, mais le cœur d'un singe, et dans ce cœur dirigé verticalement, occupant la ligne médiane du thorax, touchant à peine par sa pointe le diaphragme, on peut facilement reconnaître la description de Galien.

Ainsi donc à Rome encore, et jusqu'à l'ère chrétienne le principe de l'inviolabilité du corps humain demeure et les exceptions, extrêmement rares, ont porté sur des ca-

(1) GALLIEN, né à Pergame, en Asie-Mineure, en 131 av. J.-C., disciple de Satyrus et de Stratoniceus, fut médecin de Marc-Aurèle et de ses deux fils, Sextus et Commode.

(2) DECHAMBRE et CHARCOT, dans la *Gazette Hebdomadaire* (1857), tome IV, nos 25, 27 et 50.

(3) Actuellement au Musée du Vatican sous le n° 806.

davres de criminels ou d'enfants abandonnés (1). En l'an 100 av. J.-C., M. F. Quintilianus nous donne un écho de l'opinion publique sur cette matière en portant plainte au nom d'une mère parce que « le père aurait permis aux médecins de faire l'autopsie du cadavre de l'un des deux jumeaux malades afin de savoir les causes de la maladie et de sauver l'autre enfant ».

Un auteur allemand (2), rapporte que les élèves de Galien n'hésitaient pas, pour se procurer des corps et étudier l'anatomie humaine, à faire campagne avec les généraux, et notamment en Germanie avec Marcus Antonius.

(1) *Contra*, GERIKE, qui soutient qu'« apud romanos in usu sectionem cadaveris fuisse ». Mais les historiens n'attestent rien au delà de l'exposition publique des corps (cf. le récit de la mort de César par Suétone) et de l'examen *externe* du cadavre. Gerike fait allusion à une ordonnance de Numa Pompilius qui aurait prescrit l'hystérectomie des femmes mortes en couches, mais Gerike n'en serait pas à sa première inexactitude, et Numa Pompilius est un de ces rois légendaires qui n'ont probablement jamais existé.

(2) TÖFLY: *Histoire de l'anatomie*.

CHAPITRE II

Les temps chrétiens

Le renouvellement de la morale qui suivit l'établissement de la religion chrétienne dans l'empire romain (1) ne devait apporter aucun changement à la matière qui nous occupe.

L'interdiction de porter le fer dans le corps humain changea seulement de fondement et devint en quelque sorte plus humaine. La maxime « *Ecclesia non sinit sanguinem* » qui défendait à tout chrétien de verser le sang, sanctionnait le respect qui était dû à la personne humaine conçue à l'image de Dieu. Il n'était point permis d'attenter à la vie d'autrui, et pas même à la sienne propre, sous aucun prétexte (sauf peut-être pour combattre le crime d'hérésie). Et ce respect, par un prolongement naturel, s'attachait encore à la dépouille mortelle, seul substrat de l'affection des survivants envers le défunt.

Il n'est pas besoin de faire appel (comme plus tard le

(1) Edit de Milan rendu en 315 par Constantin I^{er} après sa victoire sur Maxence.

fit le bas clergé au moment des révoltes populaires contre les médecins anatomistes) à ces dogmes qui en fait n'existaient pas, et qui selon ces prêtres, exigeaient l'intégrité du corps afin qu'au jugement dernier chacun soit ressuscité dans sa forme parfaite.

Il y a dans cet argument une réminiscence païenne dont l'origine échappait certainement à ceux qui l'employaient. Il s'apparente en effet étroitement aux conceptions métaphysiques grecques ou égyptiennes que nous avons mentionnées plus haut, et aux croyances musulmanes que nous retrouverons à l'époque moderne.

Mais lorsqu'en 1566 Charles IX de France, pour dissiper ses scrupules, posa cette question à la Faculté de théologie de Salamanque : « Est-il permis à un chrétien de disséquer les cadavres humains? », les théologiens espagnols furent obligés de répondre affirmativement, car ils s'étaient aperçus qu'aucun texte ne s'occupait de la question et qu'en conséquence aucune interdiction formelle ne pouvait être exprimée.

Néanmoins, pendant douze siècles, le préjugé hostile aux dissections et autopsies s'est maintenu par la force de l'habitude et aussi parce que l'horreur instinctive que l'homme éprouve devant la mort se mue en un respect mêlé de frayeur envers ceux qu'elle a attirés vers elle. En ce temps là, on craignait plus encore les morts qu'on ne les respectait, et c'est peut-être plus pour éviter la colère des revenants que par véritable piété qu'on tenait à inhumer intacts les corps de ceux qu'on jugeait prudent de ne pas se rendre hostiles.

Pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne, il n'y eut pour ainsi dire pas de conflit entre l'autorité religieuse

et les milieux scientifiques, pour la simple raison qu'ils étaient confondus : toute science étant du domaine de l'Eglise. Après avoir imposé sa domination sur le temporel comme sur le spirituel, sous le pontificat de Grégoire le Grand, l'Eglise régnait sur toutes les manifestations de l'esprit humain et, par le clergé régulier, assurait l'enseignement de la science sous toutes ses formes. Cette volonté d'universalité, nous la trouvons exprimée par Grégoire de Nyssa dans un passage de Tertullien : « L'Eglise devant enseigner toutes choses, c'est également à elle que revient l'enseignement des sciences naturelles » (1). Mais en même temps l'Eglise observait à l'égard de ces dernières une attitude méfiante, conséquence du concept de la supériorité de l'esprit sur le corps et du caractère impur de tous les phénomènes de la nature. A l'égard de l'anatomie en particulier, ce sentiment était encore renforcé par le souvenir des sacrifices païens dont l'horreur était bien naturelle aux chrétiens. Une bulle du pape Innocent III vers 615 vint réglementer cet enseignement en interdisant « aux clercs et aux moines » toute étude de la partie de la chirurgie qui a « à faire avec le brûler et le couper ».

Aussi cette époque fut-elle de peu de profit pour la science. L'enseignement était purement livresque. Les discussions s'éternisaient sur l'interprétation des ouvrages anciens. Hippocrate et Galien constituaient le dernier mot de l'anatomie et de la physiologie.

(1) TERTULLIEN; *De anima*, chap. 4.

CHAPITRE III

Les temps modernes

SECTION I

La Renaissance — L'appui royal — La résistance pontificale — Le bas clergé et le peuple.

Tant que l'Eglise maintint intacte son autorité sur l'enseignement, nous avons vu qu'aucun conflit ne s'était élevé et même qu'il était impossible. Mais dès que le pouvoir royal commença à s'affranchir de la tutelle romaine dans l'exercice de la souveraineté temporelle, la doctrine libérale scientifique, fut soutenue par la royauté contre l'Eglise, conservatrice des traditions. Il est intéressant de noter que les premiers textes autorisant les dissections intervinrent en France après la victoire de Philippe le Bel sur la papauté et le grand schisme d'Occident (séjour des papes à Avignon).

La loi, dès lors, au lieu de venir renforcer l'autorité de

la morale religieuse et d'y apporter des sanctions rigoureuses, s'établit en protectrice des arts et des sciences, et n'hésita pas à promouvoir pour eux des règles nouvelles à côté, et parfois contre, les coutumes invétérées.

La royauté en effet, au moins tant qu'elle fut vivante et forte, qu'elle correspondit à un état social dont elle était l'expression naturelle, fut un organe progressiste, dynamique dirait-on aujourd'hui, en lutte constante contre les forces réactionnaires de la tradition, de la routine. Il n'est pas inutile de rappeler que son activité s'est manifestée en faveur de l'émancipation des chirurgiens et de la chirurgie dont le développement était entravé par un corporatisme mesquin et rigide (1).

La première offensive laïque contre l'apathie religieuse à l'égard des sciences naturelles fut menée par Frédéric II, empereur d'Allemagne et roi des Deux-Siciles. En 1250, il prit un décret fixant les conditions d'exercice de la médecine (2). Il fallait :

1° Avoir obtenu une licence à Salerne, puis à l'assemblée publique des maîtres;

2° Avoir étudié, au moins un an, l'anatomie du corps humain.

En exécution de ce décret, l'empereur fondait à Naples et à Salerne des instituts d'anatomie à l'usage des étudiants en médecine.

La résistance pontificale ne se fit pas attendre. C'est d'abord Grégoire IX qui excommunie par deux fois Fré-

(1) Cf. OLIVIER MARTIN: *Histoire du Droit*. Cours professé en 1935-36 (Doctorat) et plus loin, chap. VII, La querelle des médecins et des chirurgiens.

(2) Rapporté au *Codex legum antiquior*. Linden, 1615, p. 807,

déric II. Cinquante ans plus tard, en l'an 1300, c'est Boniface VIII qui dans son « *decretum de sepultaris* » promet l'excommunication à « tous ceux qui extrairaient les viscères du corps des défunts pour en faire un abus horrible et détestable, qui font bouillir inhumainement les corps morts et les privent ainsi de la couverture de leur chair ».

Ces menaces ont certainement retardé l'application du décret de Frédéric II; néanmoins, dès le début du quatorzième siècle, nous avons le témoignage de certaines expériences anatomiques. Le premier de ces témoignages remonte à 1306 ou 1316, date à laquelle Mundini de Luzzi, qu'on nomme le restaurateur de l'anatomie en Italie, pratiqua l'autopsie de deux femmes mortes d'une maladie de la matrice. Un peu plus tard, on attribue à Hughes de Sienne et à Léonard de Bertapalia l'autopsie d'un condamné à mort et d'une femme morte en couches. La tradition veut qu'en manière de réparation envers l'âme des défunts ainsi maltraités, les corps aient été inhumés nuitamment dans l'église de Saint-Luc de Padoue.

Les autorités civiles, gouvernements de province ou municipalités, n'étaient pas moins hostiles que les autorités ecclésiastiques aux mesures prises par Frédéric II. Leur résistance, bien que moins apparente, n'en entrava pas moins pendant longtemps l'activité des anatomistes en mettant ceux-ci dans l'impossibilité de se procurer des cadavres d'une manière licite; aussi durent-ils enfreindre les règlements concernant les inhumations, soudoyer les bourreaux ou les greffiers, ou plus brutalement violer les sépultures dans les cimetières. Le procès intenté à Bologne en 1319 à un professeur et à quatre de ses élèves relate un certain nombre de faits de cette nature.

De telles pratiques soulevèrent l'indignation du peuple déjà excité par les prêtres. On essaya de se défendre par la ruse ou par la violence. Dans certaines régions, les bourgeois se groupèrent en Congrégations mortuaires et constituèrent des Caisses dans le but de secourir les pauvres gens et de les empêcher de vendre leur corps aux médecins. Ces Sociétés obtinrent même, par privilège royal, que les corps de leurs membres ne pourraient en aucun cas être autopsiés.

Dédaignant de faire appel aux subtilités juridiques de l'association, les paysans d'autres régions et notamment de l'Europe centrale, préférèrent l'action directe et entreprirent de monter la garde dans les cimetières. Armés de gourdins, de faux, ils demeuraient nuit et jour auprès des tombes, dans la crainte de les voir profaner par des médecins trop curieux. Un de ceux-ci, le professeur Rollfink, s'était acquis une fâcheuse renommée dans la ville d'Iéna et son activité était particulièrement redoutée des condamnés saxons qui demandaient à genoux, comme une dernière grâce, que leurs corps, après l'exécution, ne fussent pas « gerollfinkt » (1).

Et c'est peut-être justement parce qu'on pratiquait principalement les autopsies sur les corps des criminels ou des suicidés, que l'on regardait ces opérations comme une chose infâmante; comme pour renforcer cette opinion, les juges considéraient l'autopsie comme une peine supplémentaire à infliger aux condamnés. Mais qui dira quel est l'effet, quelle est la cause?

Plus tard, pour combattre cet état d'esprit, les univer-

(1) Cité par LOEB, op. cit.

sités envoyèrent un délégué ou même une députation qui, tout de suite après l'autopsie, mettait les grands sceaux de l'Université sur le corps « pour le refaire honnête » (1).

L'exemple de Frédéric II fut suivi dans toute l'Europe et d'abord en France par Louis d'Anjou qui, en 1376, accorda à la Faculté de Montpellier le privilège de saisir tous les ans la dépouille d'un condamné à mort. L'année suivante Charles le Mauvais renouvelle le privilège. Pour briser la résistance des échevins qui refusaient de satisfaire au privilège, Charles VI, dans les lettres patentes de 1396 (2), ordonne sous peine de prison aux gouverneurs de Montpellier et autres villes, de livrer chaque printemps au mois de mars à l'Ecole de médecine, le cadavre d'un condamné à mort.

En 1401, Jean I^{er}, roi du Portugal, accorde à la Faculté de Lérida, la permission d'aller chaque année choisir chez le bourreau de la ville le cadavre d'un supplicié et d'en user dans l'intérêt de la science. En 1404, l'Université de Vienne fut à son tour autorisée à pratiquer une autopsie tous les dix ans; en 1460, celle de Prague put en faire tous les quatre ans. La même autorisation fut donnée à l'Université de Tübingen en 1480.

La même année, le grand-duc de Toscane permet aux médecins de Pise de tuer avec armes ou poisons les condamnés à mort et d'user de leurs dépouilles comme bon leur semblerait. Pierre Collin (3) cite l'anecdote suivante qu'il extrait du Livre des tumeurs de Gabriel Fallopi (chap. XIV) : « Les Magistrats de Pise m'ayant livré un

(1) Cité par Frank.

(2) Ordonnances des Rois de France, tome VIII, p. 75.

(3) Dr Pierre COLLIN, *op. cit.*, p. 28.

homme avec licence de le tuer à ma manière, je lui fis prendre un gros d'opium; il était atteint de fièvre quarte, et l'accès arrivant, empêcha l'action du poison. Ce malheureux, glorieux de ce succès demanda que je lui en administrasse une seconde dose, afin que, s'il n'en mourait pas, j'obtinsse sa grâce auprès du prince. Je lui fis prendre une seconde fois deux gros d'opium hors du temps de l'accès et il mourut ».

Il fallait avoir la curiosité scientifique furieusement excitée pour se livrer de sang-froid à de semblables expériences!

SECTION II

La querelle des médecins et des chirurgiens — Les barbiers chirurgiens — La confrérie de Saint-Côme et de Saint-Damien — Le collège de Saint-Côme — Jalousie des médecins — Les trois corporations — Les enlèvements — L'édit de septembre 1724 — Le collège royal de chirurgie.

Avant d'aller plus loin dans l'exposé chronologique, il convient de narrer la querelle qui dressa pour de longues années les médecins contre les chirurgiens. Cette querelle nous importe à un double point de vue : d'abord, elle a pour objet la possession des cadavres et le droit d'en user dans un but scientifique, ce qui constitue le fond même de notre sujet, ensuite, elle nous permettra de mettre en lumière l'influence que les idées exposées plus haut ont eu sur l'organisation sociale et la formation technique du personnel médical.

De nos jours, les chirurgiens sont docteurs en médecine et leur spécialisation, résultat de la fréquentation assidue de maîtres, n'est sanctionnée par aucun diplôme particulier mais seulement par la renommée. Il n'en était pas de même au Moyen-Age où la chirurgie était délaissée par

la majorité des médecins parce que ceux-ci étaient des clercs et que la maxime « *Ecclesia non sinit sanguinem* » les éloignait des opérations sanglantes.

Ainsi la chirurgie a été considérée comme un métier manuel demandant avant tout de la dextérité et de la force; ce n'était pas un art libéral : en bonne règle, le chirurgien n'était que la main du médecin qui est un personnage trop grave et trop scientifique pour mettre la main dans des affaires qui ne sont ni très agréables ni très propres. La chirurgie a été pratiquée aux origines d'une façon surtout empirique par une organisation qui s'appelait la corporation des barbiers chirurgiens. Mais de bonne heure, dès le règne de Saint-Louis, il existe dans la corporation générale des barbiers chirurgiens quelques hommes qui se spécialisent dans la chirurgie en laissant de côté la barberie. Ce petit groupe a des statuts particuliers qui sont rapportés au Livre des Métiers d'Etienne Boileau.

Ces chirurgiens fondèrent une confrérie sous le vocable de Saint-Côme et Damien. Dans un modeste local, ils donnèrent à leurs élèves des leçons théoriques et pratiques à la fois d'anatomie et de dissection.

Mais leurs ambitions scientifiques ne tardèrent pas à leur attirer des désagréments. D'une part, les barbiers de la barberie n'acceptèrent pas de voir se former une manière d'aristocratie au sein de leur corporation égalitaire. Ils ne voulurent point reconnaître de privilèges à leurs collègues de Saint-Côme et, par jalousie, prétendirent s'ingérer dans des opérations auxquelles jusqu'alors ils ne s'étaient pas intéressés. La royauté, prise comme arbitre, ne crut point, en 1372, devoir donner raison aux chirurgiens de Saint-Côme. D'autre part, par la solennité qu'ils

mettaient dans leur enseignement comme par le costume pompeux qu'ils avaient adopté : robes longues et bonnets carrés, les maîtres de Saint-Côme avaient indisposé les docteurs de l'Université qui méprisaient ces travailleurs manuels qui essayaient d'apprendre le latin et singeaient leurs nobles méthodes. Aussi quand, rebutés par les barbiers, ils tentèrent de se faire agréger à la Faculté de Médecine, ne trouvèrent-ils aucune sympathie chez les médecins qui ne consentirent aucune concession et obligèrent les candidats chirurgiens à se plier à leurs usages et à suivre intégralement les cours de la faculté en délaissant l'enseignement pratique de Saint-Côme.

Les choses restèrent en l'état jusqu'au début du dix-septième siècle où l'on distinguait trois groupements différents parmi les barbiers et les chirurgiens :

1° Les barbiers-perruquiers-étuvistes qui tenaient les établissements de bains et les salons de coiffure;

2° Les barbiers-chirurgiens qui faisaient le poil et aussi de petites opérations, et qui s'étaient placés sous la protection de la Faculté de Médecine;

3° Enfin, les chirurgiens de Saint-Côme ou chirurgiens en robe longue.

En 1636, de guerre lasse, ces derniers décidèrent de faire la paix avec les barbiers-chirurgiens et de s'unir à eux. C'était l'abdication. Néanmoins, ils conservèrent quelques coutumes particulières dans leur recrutement (1) et leurs méthodes d'apprentissage.

(1) Ainsi, le garçon chirurgien qui, pendant six ans, avait soigné gratuitement les pauvres à l'Hôpital de la Charité pouvait être reçu chirurgien sans passer les examens habituels; on se contentait pour lui d'une épreuve simplifiée: « la légère expérience » qui exemptait du versement de droits. Ambroise Paré avait suivi cette filière.

Mais, par cet acte d'union, ils entraient dans l'obéissance des médecins comme les barbiers-chirurgiens, et les universitaires n'avaient pas désarmé contre ceux qu'ils considéraient comme des imposteurs. C'est à ce moment que se placent de nombreux et vifs incidents qui avaient pour origine la possession des corps des suppliciés dont les médecins entendaient se réserver l'usage pour leurs démonstrations.

Déjà en 1582, la Faculté de Médecine avait obtenu du Parlement un arrêt ordonnant « que nul ne pourrait faire d'autopsie que sous la direction d'un docteur en médecine et que nul cadavre ne pourrait être délivré, soit par le juge criminel, soit par le bourreau, soit par les maîtres de l'Hôtel-Dieu, soit par le prévôt des maréchaux, sans une permission signée du Doyen de la Faculté et scellée du grand sceau des écoles » (1).

Un arrêt du Parlement, le 25 novembre 1615, renouvelle l'interdiction faite à l'Hôtel-Dieu de livrer des corps morts aux chirurgiens sans la permission de la Faculté. En 1633, la Faculté obtint une réglementation plus sévère à la délivrance des corps qui ne pourrait dorénavant se faire qu'au pilier des Halles. L'unité du lieu facilitait la surveillance et la Faculté put ainsi faire condamner le chirurgien de La Noue à soixante livres d'amende pour avoir ouvert un cadavre sans la permission du Doyen.

A partir de ce moment, on trouve de nombreuses affaires mi-comiques, mi-macabres, où l'on voit les huissiers assistés des archers royaux faire le siège des amphithéâtres ou du domicile des chirurgiens pour leur dresser

(1) Registres de la Faculté, tome VI, fol. 151 V°.

procès-verbal et reprendre les cadavres qu'ils avaient indûment acquis des mains de bourreaux peu scrupuleux. Ou bien, au contraire, ce sont les chirurgiens qui font brusquement irruption chez les médecins et leur enlèvent le sujet sur lequel ils travaillent : c'est ce qui se passa, en 1635, dans l'amphithéâtre de Jean Riolan.

Un peu plus tard, en 1642, un sieur Granger est poursuivi pour avoir cherché à enlever le corps du supplicié Vigot.

Le 12 février 1672, les chirurgiens de Saint-Côme avaient nuitamment enlevé un corps à l'exécuteur des hautes œuvres puis ils l'avaient déposé en leur maison. Mais dès le lendemain un huissier du Parlement alla le réclamer. Mauriceau, chirurgien déjà célèbre par ses traités sur les accouchements, et qui était alors prévôt de Saint-Côme, refusa d'ouvrir la porte. L'huissier en fit faire l'ouverture par un serrurier mais ne trouva point le cadavre qui avait eu le temps de disparaître pendant l'accomplissement des formalités. Quelques jours après, Puyton, doyen des écoles de médecine, envoya de nouveau un huissier flanqué de six archers, mais encore sans résultat. Sans perdre patience, le 24 du même mois, l'huissier se représenta seul à Saint-Côme et trouva, dans la première grande salle, Mauriceau et deux autres maîtres en bonnet et en robe qui faisaient un discours sur le fameux cadavre. Sur leur refus de le livrer, l'huissier fit appel à la force armée; une bagarre s'ensuivit, mais force resta à la loi représentée par soixante-dix archers.

Onze ans après, en 1683, de Blégny, chirurgien du duc d'Orléans, et de La Noue, son ami et complice, sont condamnés par le lieutenant de police du Châtelet, l'un par

contumace à être banni du royaume et à avoir ses biens confisqués, l'autre, à être fustigé, nu, aux carrefours et lieux habituels, pour avoir acheté au fils du fossoyeur de Saint-Sulpice plusieurs cadavres exhumés. La sentence, il est vrai, ne fut pas exécutée : sur appel, le Parlement se contenta d'admonester les délinquants et de les condamner à de fortes amendes.

Cette querelle se termina, ou du moins s'atténua, grâce à l'action du premier chirurgien de Louis XIV et de Louis XV : Georges Maréchal qui, ancien élève de Saint-Côme, voulut faire profiter ses premiers maîtres de l'influence que lui conférait sa fonction. Il obtint du roi un édit de septembre 1724 qui fit du collège de Saint-Côme, simple collège particulier, un « Collège royal de chirurgie » où le roi créa et paya cinq démonstrateurs qu'il nommait sur la proposition de son premier chirurgien. Le roi recourt ici à un moyen qui avait déjà servi pour compléter les enseignements universitaires de lettres par la création d'un collège d'électeurs royaux qui devint le Collège de France. Le roi ne voulant et ne pouvant attaquer de front les privilèges de la Faculté de Médecine, crée à côté d'elle un organisme qu'il prend sous sa protection et aux frais duquel il subvient.

La Faculté de Médecine fit opposition à l'édit du roi et le Parlement substitua le mot « démontrer » au mot « enseigner » et le mot « amphitéâtre » au mot « collège ». Le résultat pratique était atteint, nonobstant ces rectifications de termes.

Restait à donner aux chirurgiens le monopole de leur art et à les séparer des barbiers. Ce fut fait par lettres patentes de 1743 qui exigèrent la maîtrise-ès-arts (i. e. le

baccalauréat) pour être chirurgien; et pour concilier tout à fait la « très salubre Faculté », le règlement de 1752 établit une prééminence purement honorifique des médecins qui eurent le droit d'assister aux examens de la maîtrise de chirurgie et qui reçurent le salut des aspirants-chirurgiens.

L'art de la chirurgie était devenu un art « libéral et scientifique ».

SECTION III

Généralisation des mesures libérales — L'autopsie des condamnés — Les débuts de l'autopsie dans les hôpitaux — Les résurrectionnistes en Angleterre — L'affaire de West-Port — Le crâne de Haydn.

Nous avons vu qu'au cours du quinzième siècle, les mesures royales en faveur des Universités s'étaient multipliées. Successivement, Salerne, Iéna, Montpellier, Lérída, Vienne, Prague, Tübingen, etc., avaient obtenu l'autorisation de disposer, pour l'enseignement de l'anatomie humaine, du corps d'un condamné tous les dix ou quatre ans ou même chaque année. Ces autorisations devinrent de plus en plus fréquentes et la règle s'établit bientôt, dans la plupart des pays, d'attribuer les corps de *tous* les condamnés à mort aux Facultés de médecine, sauf exemption spécialement accordée par les juges.

Mais c'était trop peu encore pour nos savants, et surtout l'examen de ces corps sains, dont la vie avait été tranchée en pleine force, n'offrait pas d'intérêt pour l'étude des maladies alors que les cadavres des malades décédés dans les hôpitaux recélaient la solution de bien des énigmes. C'est ce qu'exprimait Harvey en disant que « la dissection

d'un malade mort de tuberculose ou de telle autre maladie offrait plus de matière à instruction que dix autopsies de pendus » (1).

Très tôt, en effet, médecins et chirurgiens ont cherché à disposer de ces fameux « corps rouges », dépouilles, le plus souvent, de pauvres hères qu'aucune famille ne venait jamais visiter et qui semblaient tout désignés pour ce triste destin.

A la faveur d'une manière d'armistice qui s'établit au début du seizième siècle, ils s'enhardirent à procéder à des recherches dans les hôpitaux, et en 1581, dans les registres de la Faculté (2) on relève la mention de l'autopsie d'une femme morte en travail puerpéral exécutée par Jacques Goupil. Un peu plus tard, Nicolas l'Affile, puis Michel de Monceaux et Jean Rochon suivirent l'exemple de Jacques Goupil. Pourtant il faut attendre encore un siècle pour trouver un texte général qui accordât aux médecins des hôpitaux le droit d'autopsie sur les corps des malades pauvres dont la famille ou les amis ne pouvaient pas payer les frais d'inhumation. C'est le gouvernement de Saxe qui le promulgua en 1706 et, en contre-partie, le décret chargeait la Faculté de pourvoir aux frais de funérailles décentes. Toujours en Allemagne, en 1749, une déclaration impériale ordonna que tous les corps rouges fussent donnés à la Faculté de médecine pour y être autopsiés. Mais cette mesure, trop catégorique fut retirée devant les protestations unanimes.

Les vols de cadavres dans les cimetières se poursui-

(1) Remarquez l'imprécision du vocabulaire où les mots dissection et autopsie sont pris comme synonymes.

(2) Registres mensuels de la Faculté, 1581, tome IV, fol. 149.

virent jusqu'à une époque relativement récente, sinon en France où la passion scientifique fut toujours assez modérée, mais en Angleterre et en Autriche.

Les chirurgiens anglais eurent en effet à souffrir longtemps d'une opposition tenace et parfois violente des masses populaires qui leur interdisaient même de disposer des pendus que la justice, plus libérale, leur aurait assez volontiers délaissés.

Comme, vers la fin du dix-huitième siècle, la médecine et la chirurgie soulevaient un enthousiasme d'autant plus vif qu'il était nouveau en Angleterre, on ne s'étonnera pas de retrouver à Londres, à Edimbourg et à Glasgow des scènes semblables à celles que nous avons décrites dans les chapitres précédents : vols de cadavres aux alentours des gibets, attaques à main armée lors du transport des corps des condamnés au cimetière. C'est pour éviter ces fâcheux incidents que l'on construisit à Londres, en 1796, une succursale de l'amphithéâtre de Lincolnfilds, près de la place des exécutions. Ainsi, une heure après la pendaison, on décrochait le cadavre et on l'enfournait dans une voiture spéciale qui le transportait sous bonne garde au nouvel amphithéâtre.

A cette même époque, les journaux avaient mis la question à l'ordre du jour et les lecteurs indiquaient des solutions. L'un proposa que les filles de joie, ayant servi de leur vivant à la corruption du genre humain, soient, après la mort, livrées aux expériences anatomiques. Un autre déclara qu'il fallait disposer d'office de la dépouille des suicidés, de celle des hommes tués en duel, des fœtus et victimes des *prize fighting* (combats de lutte). Un autre encore suggéra de fonder une corporation dont les membres

s'engageraient sur l'honneur à léguer, de leur propre gré et de leur vivant, leur dépouille à la science, moyennant une somme de sept livres.

Cette dernière solution passa même dans la pratique et l'on vit de pauvres hères offrir leur corps contre argent comptant à plusieurs chirurgiens successifs, pour finalement survivre à tous leurs co-contractants. Il y eut aussi des gens désintéressés, et parmi eux : Jeremie Bentham, Monsey en 1788, M. Boyen en 1839, etc...

Mais cela ne suffisait pas à fournir toutes les écoles, qui, au début du XIX^e siècle, étaient nombreuses et très fréquentées. C'est l'époque des Monro, d'Andrew Moir, du Dr Knox qui devait s'illustrer dans la célèbre affaire de West-Port. Comment concilier cette impulsion avec l'application des lois prohibitives que les réactions populaires interdisaient de modifier?

Il fut ainsi procédé : le corps chirurgical s'organisa en secret. Une entente occulte se forma entre le législateur qui ferma les yeux et les résurrectionnistes qui ouvrirent les tombes, selon l'expression spirituelle de M.-L. Paileron (1).

Liston, Andrew Moir, Sir Astley Cooper, pratiquèrent en leur jeunesse le métier de résurrectionniste et Hill Burton écrit (2) : « Le gouvernement comprit que le scandale devait être toléré, sans quoi le pays ne posséderait jamais d'école de médecine ».

Mais il n'y eut pas que des étudiants à faire ce triste métier, des malandrins s'y intéressèrent, car il était lucratif : huit à dix livres par corps ne sont pas à dédaigner,

(1) M.-L. PAILLERON: *L'Affaire de West-Port.*

(2) HILL BURTON: *Les Docteurs d'Aberdeen.*

et la pratique devint courante de dévaliser les cimetières. On appelait ces voleurs spécialisés : les *body-snatchers*.

Rien n'arrêta ce lugubre commerce, qui s'exerça, au dépens des gens les plus illustres, pendant soixante-dix ans, jusqu'à l'Anatomy Bill, en 1832. Sterne, l'auteur du *Voyage sentimental* fut ainsi vendu à la Faculté. Walter Scott écrivait à une amie, alors qu'il venait de perdre sa femme : « J'ai appris, quelques temps après, que le cimetière fut gardé par les serviteurs et ceux qui lui avaient été attachés de son vivant. Si l'on me portait moi-même près de ma compagne, je ne doute pas que ces fidèles continuassent la garde pour préserver mes cendres » (1).

Une garde bénévole veillait donc autour des sépultures récentes; cette garde était armée, car les résurrectionnistes n'hésitaient pas à tirer sur elle. Les riches fortifiaient leurs tombes en les entourant d'un mur ou d'une haute grille. Enfin, on faisait de la réclame pour « des cercueils en fer, inviolables, avec ornements, crampon de fer incrochetables ».

Cependant, en 1829, une affaire vint révolutionner l'opinion publique et obliger à des mesures répressives. A Edimbourg, dans le quartier de West-Port, se trouvaient deux écoles de chirurgie, celle d'Andrew Moir et celle du Dr Knox. Comme tout le monde, ceux-ci avaient recours aux résurrectionnistes pour achalander leur table de dissection. Le Dr Knox, principalement, était renommé pour la discrétion qu'il assurait à ses pourvoyeurs et sa générosité à leur égard. Ces conditions incitèrent deux chenevans, Hare et Burke, à ne pas affronter les gardiens de cimetières et à assassiner dans leur échoppe une quinzaine de malheureux dont la disparition risquait de ne pas

(1) Lettre de Walter Scott à Miss Edgeworth.

éveiller l'attention de la police. Ils accomplirent cette besogne pendant deux ans et reçurent chaque fois le meilleur accueil du Dr Knox ou de ses élèves; mais à la fin des parents s'inquiétèrent et tout fut découvert. C'est *L'affaire de West-Port*, que M.-L. Pailleron a conté récemment dans ses moindres détails.

Un témoignage particulièrement éclatant fournit la preuve que ces pratiques n'ont pas seulement subsisté en Angleterre. Il y a un peu plus d'un siècle, exactement le 1^{er} juin 1809, Joseph Haydn mourait à Vienne. Les troupes françaises occupaient alors l'Autriche et Napoléon, qui admirait le génie de l'artiste, ordonna qu'un peloton de grenadiers veillât sur la tombe du défunt.

Cette mesure n'était pas seulement un hommage rendu au grand muscisien, c'était aussi une ultime précaution contre les voleurs de cadavres. Mais huit jours de surveillance ne suffirent pas à écarter les maniaques de la science. Deux disciples de Gall, l'éminent phrénologue, les sieurs Peter et Rosenbaum voulurent vérifier si le crâne de Haydn possédait la bosse de la musique. Dès que la surveillance eut cessé, ils violèrent la tombe et s'emparèrent du crâne de l'auteur de *La Création*, pour lui substituer la tête d'un condamné.

Ayant passé de main en main, le crâne de Haydn, proprement préparé, et posé sur un socle en forme de lyre, fut donné, en 1898, à la Société des Amis de la Musique, qui le possède encore, mais qui se propose de le restituer au comte Esterhazy. Celui-ci désire en effet le déposer auprès des cendres du génial musicien, dans le mausolée qu'il lui a fait élever il y a quelques années (1).

(1) Suzanne CLAUSER, dans *Le Journal*, décembre 1937.

CHAPITRE IV

Psychologie contemporaine

Sous ce titre, nous allons étudier le *fondement* actuel du droit d'autopsie. C'est une motion complexe, où intervient, ainsi qu'on l'a vu au cours de l'évolution historique, la religion, la morale, la psychologie pure, l'esprit scientifique et les nécessités de l'ordre public. Plus que d'esquisser une description de l'état actuel de l'opinion à l'égard de l'autopsie, opinion que chacun connaît, il est intéressant de tenter la recherche des origines psychologiques de cette opinion. Et tout d'abord, nous allons préciser l'influence des religions et de la morale.

Religion et morale sont des principes assez voisins. Primitivement, on les confondait car, la religion dominant la vie sociale, la morale, qui est un code des relations sociales, était uniquement religieuse.

A la base des religions en général, on trouve le désir d'expliquer les mystères de la nature et une révolte de l'homme contre la mort, sa volonté de se perpétuer. Pour satisfaire cette volonté, on a créé des mythes, parmi lesquels

l'existence d'une vie éternelle supra ou infra terrestre occupe une place importante. Corollairement — et c'est ici qu'intervient la morale — on fait de cette vie éternelle une récompense ou un châtiment des vertus ou des vices des vivants.

Dans ces mythes de survie, presque toutes les religions admettent la persistance des formes humaines, plus ou moins modifiées; et c'est assez naturel, puisqu'on recherche une extension de l'homme et que la représentation matérielle est nécessaire, au moins chez les peuples primitifs. De là à exiger l'intégrité du corps, il n'y a qu'un pas qui fut vite franchi par la création de mythes secondaires, que l'on pourrait qualifier de mythes d'accession, tels que la mèche de cheveux des musulmans ou la natte des chinois. La religion chrétienne elle-même n'est pas absolument exempte de ces mythes : la résurrection de la chair au jour du jugement dernier, par exemple, en est le témoignage. Néanmoins, plus subtile et fondée sur une conception de l'âme immatérielle, elle ne possède pas de mythes d'accession.

Par ailleurs, la religion et la morale, tout ensemble, ont édicté un certain nombre de règles, tendant, les unes à la conservation sociale, comme la prohibition du meurtre, à la solidarité familiale, comme le respect dû aux parents et la protection due aux enfants, qui, toutes confèrent au corps humain une sorte d'inviolabilité et de caractère tabou.

Ainsi s'expliquent en partie le respect que chacun ressent devant la mort et le sentiment de profanation qu'éveille toute atteinte à la dépouille humaine. Ces sentiments demeurent forts vifs chez la plupart des individus et en raison même de leur intensité et de leur généralité, ils

sont importants pour le législateur qui les considère avec le plus grand intérêt. Essayons toutefois de pousser plus loin l'analyse et de retrouver leurs lointaines origines.

Avant de commander le respect, la mort inspire de la répulsion, de la frayeur. Cette répulsion est fort naturelle, c'est une manifestation de l'instinct vital qui réagit constamment contre la mort. Mais cette répulsion, en quelque sorte physiologique, engendre des sentiments qui passent le seuil de la conscience et doivent dès lors s'organiser par analogie avec d'autres sentiments déjà ressentis : la crainte inspirée par une force supérieure et hostile, que l'on cherche aussitôt à se concilier par une soumission totale accompagnée de marque de respect.

D'autre part, la mort produit toujours une douloureuse surprise sur les témoins de ce phénomène. L'esprit humain a tendance à concevoir le monde sous une forme statique, immuable; le devenir est une notion qui a bien de la peine à s'implanter dans la conscience. Les changements brusques et l'anéantissement étonnent et blessent en tant qu'ils portent atteinte à notre propre sentiment de durée illimitée. Par réaction, comme pour s'efforcer de combattre l'œuvre de destruction, on est porté à essayer de conserver le plus longtemps possible au moins l'aspect de la vie, et contribuer à la mutilation immédiate d'un corps, semble une aide, une complicité dans l'œuvre de la mort elle-même.

Quant au sentiment de profanation, outre qu'il découle tout naturellement du respect, on peut en retrouver l'origine dans les religions primitives qui constituaient les morts en êtres supérieurs dont l'effigie et la dépouille étaient sacrées.

Du point de vue purement psychologique, il est non

moins certain que l'intégrité du corps (de son corps) est une des premières nécessités qu'aperçoit l'enfant et qui correspond à un égocentrisme alors exclusif. La perception plus objective du monde qui le remplace, dans la conscience adulte, conserve à l'intégrité corporelle une importance de tout premier rang; il en résulte une sensibilité particulièrement vive lorsqu'elle s'attache à des êtres chers, qui différencie fort mal la douleur, liée à la vie, et la blessure en soi. Autrement dit, il subsiste, plus ou moins, dans la conscience, des perceptions bloquées, parce que, chez l'individu sujet, ces perceptions sont toujours concomitantes, alors qu'elles sont dissociées, par disparition de l'une d'entre elles, chez les morts.

L'autopsie entraîne une représentation des blessures, représentation qui est douloureuse et que la connaissance intellectuelle de l'insensibilité des corps morts ne parvient pas à écarter. Ce que cherchent les survivants, en s'opposant à l'autopsie de leurs parents, c'est moins à éviter un mal hypothétique au défunt, qu'à s'épargner à eux-mêmes une douleur supplémentaire qui trouverait son origine dans la représentation psychologique d'une opération sanglante.

Il est certain que les arguments scientifiques ont peu de prise sur de tels sentiments : ils ne sont pas du même domaine. C'est donc au point de vue de l'individu survivant, et de lui seul, qu'il faut se placer, en essayant d'atténuer l'atteinte portée à sa sensibilité par l'autopsie. On s'en est bien aperçu, car les formalités requises pour l'autopsie n'ont pas d'autre résultat. D'une part, en se contentant d'une abstention (non-opposition), on écarte toute représentation blessante; d'autre part, en recommandant la

décence aux médecins, on évite, dans la mesure du possible, tout spectacle douloureux.



L'esprit scientifique est la condition du progrès des sciences, et, comme tel, il n'est pas une invention du monde moderne. Sans reprendre les légendes de l'Atlantide et des civilisations englouties, il est bien évident que les « balbutiements » de la science, comme on les appelle aujourd'hui, requiéraient autant, sinon plus d'ingéniosité et de rigueur de raisonnement que les travaux contemporains.

Mais, alors qu'autrefois la science était le fait de quelques-uns et n'intéressait que fort peu de monde, elle est maintenant la base même de l'éducation et de la formation intellectuelle de tous les individus. Si l'on rappelle, de plus, que le domaine de la science dans la vie moderne, s'accroît sans cesse, on perçoit le développement inouï et l'importance qu'à pris l'esprit scientifique dans le monde.

L'analyse psychologique de l'esprit scientifique révèle une opposition très nette avec l'esprit religieux. Alors que les religions admettent toutes une révélation transcendante à l'origine de la connaissance des mystères du monde, l'homme de science ne cherche qu'en lui-même les éléments sur lesquels il construira son œuvre. Rien pour lui n'existe qui ne soit visible, palpable, explicable, contrôlable à volonté par l'expérience.

On peut donc, dès lors, définir l'esprit scientifique comme une forme de l'esprit nécessaire à l'élaboration des sciences, qui se sert exclusivement, dans cette tâche, de procédés logiques (déductions, inductions) fondés sur

l'observation directe de faits naturels ou provoqués. Il implique l'élimination de toute métaphysique et la subordination des impulsions de l'imagination au contrôle de la raison.

La position de l'esprit scientifique par rapport à l'autopsie ne peut donc être que très nette. D'une part, les objections et les scrupules soulevés par la religion, la morale et même l'instinct, sont radicalement rejetés, puisqu'ils ne reposent sur aucun fait d'expérience, mais uniquement sur une conception métaphysique de l'univers.

D'autre part, aucun dommage n'est à craindre pour le sujet de l'autopsie, et l'on fait remarquer que la putréfaction, qui s'accomplit inévitablement, porte une atteinte autrement importante à la dépouille humaine qu'une autopsie même totale.

Enfin, l'homme en général, donc chacun en particulier, bénéficie du perfectionnement des sciences; or, l'autopsie est indispensable au progrès de plusieurs d'entre elles; l'autopsie doit donc être recherchée par tous les moyens, chaque fois qu'elle présente un intérêt.



Ainsi, deux tendances, opposées dans leurs moyens d'action, ont cependant le même but lointain : l'amélioration du sort de l'homme et plus précisément la prolongation de la vie. Mais, tandis que l'une, la morale religieuse, est parvenue à pénétrer l'esprit humain de telle façon que ses commandements semblent une manifestation de l'instinct, l'autre, la science, se présente encore comme un élément étranger qui vient bouleverser des traditions séculaires.

Il faut donc, soit *éviter*, les réactions instinctives de l'homme — c'est ce qu'a fait le législateur contemporain — soit tenter de les *modifier*.

Cette dernière solution conduit à l'examen de certains mouvements auxquels on a donné le nom, un peu ambitieux, de religions modernes de la science et du progrès. Un certain élan mystique les apparente en effet aux véritables religions. Les découvertes de la science, sans être parvenues à élucider les mystères fondamentaux de la vie, n'en ont pas moins jeté des germes de doute; de là un certain désarroi dans les âmes et l'idée, fortifiée par l'orgueil des réussites, de forger un nouveau mythe : le Mythe de la Science, considérée comme fin en soi et comme support des espoirs humains de perpétuité et de bonheur.

Il ne nous appartient pas de juger cette tendance nouvelle, mais on doit constater ses premières manifestations un peu partout et plus précisément en U. R. S. S.. Dans ce pays notamment, on ne conçoit pas de raison, au moins officiellement, pour s'opposer à l'autopsie, puisque l'idée d'une vie supra-terrestre n'existe plus et que la science constitue le seul espoir de l'homme. Tout ce qui va contre la science, va contre l'homme lui-même, n'est donc qu'un masochisme intellectuel à éliminer.

Les solutions juridiques sont fonction de l'état psychologique du pays. Bien que l'Etat moderne ne soit pas généralement fondé sur la religion, il s'est accordé avec elle, et, le plus souvent, il s'est approprié la morale sociale, autrefois religieuse, qui s'est ainsi laïcisée. En même temps, l'Etat moderne est progressiste et n'a pu se tenir en dehors du mouvement scientifique, que ses tendances matérialistes lui suggéraient d'ailleurs de favoriser.

Mais l'Etat moderne doit, avant tout, maintenir l'ordre public et pour cela dénombrer les forces en présence, arbitrer, compromettre. Il a donc dû tenir compte à la fois des tendances religieuses et des tendances scientifiques et s'arranger pour favoriser les unes sans paraître s'opposer aux autres. Les solutions seront nécessairement variées suivant les pays, car la conscience du monde est étonnement diverse. En France, pays dit de la mesure, et certainement des moyens termes, le législateur s'est comporté en bon normand, et tout le monde est satisfait.

C'est l'œuvre du législateur que nous allons maintenant étudier.

DEUXIEME PARTIE

Etude juridique

CHAPITRE I

L'autopsie judiciaire

L'expertise en justice, dont l'autopsie judiciaire n'est qu'un élément, fut introduite très tôt dans notre législation.

A mesure en effet que les connaissances de l'homme augmentent, la spécialisation s'impose dans tous les domaines, et le recours aux techniciens spécialisés devient une nécessité dès qu'une question scientifique est soulevée. La justice elle-même, qui était autrefois rendue par le souverain, quand l'appareil juridique était simple, fut déléguée à des spécialistes : les juges. Mais l'examen des questions de fait se compliqua à son tour et l'on dut faire appel à des conseillers techniques, dont le rôle n'est pas de se substituer au juge, mais de l'éclairer, de le renseigner sur des points qui demeurent obscurs à l'honnête homme.

Nous allons étudier l'autopsie judiciaire, d'abord dans l'ancien droit, puis dans le droit moderne.

SECTION I

L'ANCIEN DROIT

L'expertise apparut d'abord sous une forme accidentelle puis facultative et enfin obligatoire.

Rappelons brièvement que, sous une forme fruste, elle était déjà connue des anciens Hébreux (1) et que les empereurs romains Adrien, Antonin, Marc-Aurèle, Septime-Sévère qui, dans leurs décisions relatives à l'état-civil ou à certains délits, invoquaient la doctrine hippocratique, ont certainement requis l'avis de médecins experts (2).

En France on trouve les premiers textes relatifs à l'expertise médicale dès le XI^e siècle. En 1073, les lettres patentes de Godefroy de Bouillon recommandaient aux magistrats de s'entourer dans l'instruction des affaires criminelles de « mièges » ou de « sirorgiens » qui leur donnassent un avis sur les blessures des victimes. Saint-Louis, en 1220, renouvelle cette recommandation que l'on

(1) Cf. plus haut, p. 14.

(2) Cf. Ch. DESMAZES, Histoire de la Médecine légale en France, p. 11.

retrouve dans les « Assises et Arrêts de Normandie » (1207-1245) :

« Léaux hommes et preudes femmes procédaient à diverses sortes de vues : veue d'homme en langueur, veue de méfaits, veue d'homme occis et veue de femme des-pucelée. » (1).

Que ces « léaux hommes » et preudes femmes » dussent être des médecins, chirurgiens ou sages-femmes, rien ne le dit dans le texte, mais dans les « Assises de Jérusalem » (1250) (2) : « Le seigneur fait constater cette excuse par trois de ses hommes, plus un fisicien ou miège ou sérorgien ».

Si le cas est médical, le miège doit voir le malade : « et taster son pos et veir son orine ».

Si le cas est chirurgical, il faut : « mostrer la blessure au sérorgien ».

La Coutume de Paris et la Coutume du Maine (art. 462) contiennent de semblables dispositions.

Philippe le Hardi, dans des lettres patentes de mai 1278 (3) mentionne l'existence de chirurgiens assermentés soit envers le roi, soit envers le maire de certaines villes. Et devant le Châtelet de Paris, l'aide des chirurgiens-jurés fut assurée au lieutenant criminel dès la création de ce tribunal. Philippe le Bel (4) les appelle « ses biens-aimés chirurgiens-jurés en son Chastelet de Paris » et cette dénomination est reproduite par Jean II en 1352.

Mais, étant données les mœurs de ces temps, le corps

(1) Cité par Ch. DESMAZES, *op. cit.*

(2) Cité par ORTOLAN, Origine de de la Médecine légale en Europe (Revue de législation, 1872, p. 71).

(3) Lettres patentes de la ville de Rouen.

(4) Ordonnance de novembre 1311.

de la victime n'était interrogé que de l'extérieur. On comptait les blessures, on essayait de trouver celle qui avait provoqué la mort, on cherchait à en déduire la forme de l'arme criminelle et le temps du délit, mais on ne procédait pas à l'ouverture du cadavre.

Vraisemblablement, ce n'est qu'à la fin du XV^e siècle ou au début du XVI^e que l'on se décida à inspecter les viscères et à pratiquer une véritable autopsie. Les coutumes locales ont dû à ce moment mentionner cette pratique nouvelle, mais nous n'en avons pas découvert le témoignage (1), et il faut arriver en 1532, pour trouver un texte général : la Constitution Caroline, votée par la Diète de Ratisbonne, et qui constituait le premier code criminel commun à tous les Etats de l'Allemagne. Dans quatre articles (35, 36, 47 et 49) l'intervention des médecins et chirurgiens est rendue obligatoire. Les deux premiers (art. 35 et 36) on trait au crime d'accouchement clandestin suivi d'infanticide, les deux autres à la mort par coups et blessures. Voici le texte des deux derniers, les plus intéressants :

ART. 47. — Lors d'une blessure douteuse qui aurait été suivie de décès, les hommes de l'art devront prononcer si cette mort a été l'effet nécessaire de la blessure ou de la négligence et de l'impéritie du traitement ou de toute autre cause accidentelle.

ART. 49. — Avant l'inhumation d'un individu mort à la suite d'un acte de violence quelconque, le cadavre sera soigneusement examiné, *et s'il le faut ouvert* par les chirurgiens qui présenteront un rapport en leur honneur et conscience.

(1) ORTOLAN (*op. cit.*) cite cependant un édit de la Grande Cour de Naples de 1525 qui imposait aux juges de faire constater le corps du délit par expertise scientifique,

Ce texte consacrait d'importantes innovations :

1° Le caractère obligatoire de l'intervention de l'homme de l'art dans les procès criminels;

2° La nécessité du recours à l'autopsie quand l'examen externe ne suffit pas à éclaircir l'affaire;

3° L'obligation pour les médecins de fournir un rapport concluant nettement sur le lien existant entre la blessure et la mort.

Les premières bases de la médecine légale sont ainsi nettement posées.

Peu de temps après (1), François I^{er}, dans un édit applicable à la Bretagne, insère des dispositions relatives aux « visitations, autopsies et *rapports sous serment*, par barbiers, chirurgiens et gens expérimentés ».

Un point nouveau apparaît donc : le serment. Alors que la Constitution Caroline s'en rapportait à l'honneur et à la conscience du médecin, l'édit français réclame un serment solennel. Nous verrons que cette exigence se maintiendra dans le droit moderne. Toutefois le choix de l'expert est laissé au juge.

C'est Henri IV qui, en 1604, entreprit d'organiser d'une manière uniforme l'aide apportée par la médecine à la justice. Dans chaque localité de quelque importance, il donne le droit à son premier chirurgien de nommer deux chirurgiens-jurés chargés de pratiquer les autopsies de tous les cadavres suspects d'avoir été assassinés, et de consigner leurs observations dans un rapport. En même temps, disparaît la liberté d'élection du juge, qui est main-

(1) Edit de Valence du 30 août 1536 « sur le fait de justice dans le duché de Bretagne ».

tenant obligé de faire appel, pour éclairer la justice, à l'un de ces deux chirurgiens officiels.

Il y avait plusieurs raisons à cette mesure :

- 1° Le désir de désigner les praticiens les plus capables;
- 2° La volonté d'éliminer toute possibilité de collusion entre l'expert et le juge;
- 3° Enfin une raison fiscale qui trouvait là une bonne occasion de créer de nouveaux offices.

La grande Ordonnance criminelle de 1670 confirma les dispositions antérieures (1), et à part une légère modification apportée en 1692 (2), la législation restera sans changement jusqu'à la Révolution.

Le Code criminel de Brumaire an IV reprit les principes de l'Ordonnance de 1670 dans ses articles 103 et 104 :

ART. 103, prévoit le cas d'expertise en général :

« En cas de délit, le juge se fera accompagner d'une ou deux personnes présumées, par leur art ou leur pro-

(1) *Ordonnance criminelle de 1670, Titre V: des rapports des médecins et chirurgiens.*

Art. 1: Les personnes blessées pourront se faire visiter par médecins et chirurgiens qui affirmeront leur rapport véritable; ce qui aura lieu à l'égard des personnes qui agiront pour ceux qui seront décédés.

Art. 2: Pourront néanmoins les juges ordonner une seconde visite par médecins ou chirurgiens nommés d'office lesquels prêteront serment, dont sera expédié acte, et après leur visite, en dresseront et signeront sur le champ leur rapport pour être remis au greffe et joint au procès.

Art. 3: Voulons qu'à tous les rapports qui seront ordonnés en justice, assiste au moins un des chirurgiens commis de notre premier médecin, et bien où il y en a, à peine de nullité du rapport.

(2) L'ordonnance de 1692 porta à trois le nombre des chirurgiens-jurés dans chaque ville importante.

fession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du délit. »

ART. 104, prévoit le cas du meurtre avéré et présumé :

« S'il s'agit d'un meurtre ou d'une mort dont la cause est inconnue ou suspecte, le juge de paix devra se faire assister d'un ou deux officiers de santé. Dans ce cas, le cadavre ne pourra être enterré qu'après cloture du procès-verbal. »

SECTION II

LE DROIT MODERNE

Le droit actuel, né du Premier Empire, n'a fait que reprendre les dispositions antérieures du Code d'Instruction Criminelle, complétées par quelques articles du Code Civil. Ces dispositions, bien que contenues dans des codes, ne forment pas un tout logique et cohérent. Il faut les découvrir et les isoler de développements consacrés à des matières plus générales, et ce n'est guère qu'à la fin du XIX^e siècle qu'on semble avoir compris l'intérêt qu'il y avait à préciser dans un texte récapitulatif la réglementation de l'autopsie.

Voyons d'abord les textes napoléoniens.

A la base du droit à l'autopsie, il faut placer les dispositions relatives aux inhumations qui se trouvent dans le Code Civil aux articles 77 et 81 (1).

(1) Code Civil, Livre I, Titre II, Chap. IV :

Art. 77 : Aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation sur papier libre et sans frais de l'officier d'état-civil qui ne pourra la délivrer qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée pour s'assurer du décès et que 24 heures après le décès, hors les cas prévus par les règlements de police.

Art. 81 : Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de le soupçonner, on ne

L'inhumation des corps décédés est subordonnée à une autorisation délivrée par l'officier d'état-civil; c'est le *permis d'inhumer*. Mais l'officier d'état-civil, avant de le délivrer, doit :

1° Contrôler l'exactitude de la déclaration de décès en se transportant auprès de la personne décédée;

2° Observer vingt-quatre heures de délai.

Si au cours d'une visite de contrôle, l'officier d'état-civil, ou son délégué (1), relève des indices de mort violente il doit refuser le permis d'inhumer et avertir le procureur de la République. Ce magistrat, ou l'officier de police délégué, doit alors dresser procès-verbal de l'état du cadavre avec l'assistance d'un médecin.

Il s'agit là d'un examen préliminaire qui n'est pas une autopsie, mais qui permet toutefois de dissiper ou de préciser les soupçons. S'il les a renforcés, l'officier de police doit alors prévenir le procureur de la République.

Il faut maintenant distinguer si l'on est en présence d'un flagrant délit ou non.

pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie aura dressé procès-verbal *de l'état du cadavre*, et des circonstances y relatives ainsi que des renseignements qu'il aura pu recueillir sur les noms, prénoms, âge et profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée.

(1) En fait, ce n'est pas le maire qui se transporte auprès de la personne décédée. Dans les grandes villes, il existe un certain nombre de médecins qui sont spécialement chargés du contrôle des décès et sur le rapport desquels le maire délivre ou non le permis d'inhumer.

Mais dans les localités de moindre importance, où les médecins sont peu nombreux, on se contente d'un certificat délivré par le médecin traitant et constatant que la mort est survenue naturellement.

Cette pratique, parfaitement illégale, rend le contrôle inopérant, et il serait souhaitable qu'une mesure générale y mit fin.

a) *en cas de flagrant délit* (1), le procureur de la République procède lui-même à une enquête, en vertu des articles 32 et 46 du Code d'Instruction Criminelle.

ART. 32. — Dans tous les cas de flagrant délit, lorsque le fait sera de nature à entraîner une peine afflictive et infâmante, le procureur de la République se transportera sur les lieux, sans aucun retard, pour y dresser les procès-verbaux nécessaires à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux, et pour recevoir les déclarations des personnes qui auraient été présentes ou qui auraient des renseignements à donner.

Le procureur de la République donnera avis de son transfert au juge d'instruction, sans être toutefois tenu de l'attendre pour procéder, ainsi qu'il est dit au présent chapitre.

L'article 46 prévoit l'extension des pouvoirs attribués par le précédent article au procureur, dans les cas où le crime ou le délit ayant été commis à l'intérieur d'une maison, le chef de maison aura requis le procureur de la République.

Les articles 43 et 44 précisent l'aide que, dans ce cas, le procureur de la République peut demander à des éléments extra-judiciaires, autrement dit à des experts.

L'article 43 est général et s'applique à tous les délits comme à toutes les expertises.

ART. 43. — Le procureur de la République se fera accompagner d'une ou deux personnes présumées, par leur art ou leur profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou du délit.

L'article 44 nous importe plus spécialement, puisqu'il

(1) Rappelons que la définition du flagrant délit est donnée dans l'art. 41 du C. I. C. ainsi conçu : « Le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre, est un flagrant délit ».

envisage strictement l'autopsie de la victime dont la mort est reconnue violente, ou simplement suspecte :

ART. 44. — S'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue et suspecte, le procureur de la République se fera assister d'un ou de deux officiers de santé qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre.

Les personnes appelées dans les cas du précédent article, prêteront devant le procureur de la République le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

Cet article est très important, car il ne s'applique pas seulement au cas de flagrant délit, mais, par la procédure qu'il fixe, à toutes les expertises en matière criminelle et correctionnelle. On relèvera :

1° La nécessité de faire appel aux officiers de santé (docteurs en médecine depuis la loi du 30 novembre 1892). Le procureur peut indifféremment commettre un ou deux médecins, selon le degré de complexité et la gravité de l'affaire.

2° L'obligation du serment. Les médecins commis devront prêter serment devant le procureur lui-même, et cette formalité qui est substantielle, doit précéder l'accomplissement de la mission des experts (1).

3° Que la présence du magistrat, qui est réclamée par l'article 43, ne l'est plus par l'article 44.

b) *S'il ne s'agit pas d'un flagrant délit*, l'affaire est régulièrement portée devant le juge d'instruction, soit directement par constitution de partie civile, soit sur une plainte ou une dénonciation au parquet.

(1) C. Cass. Crim. 24 déc. 1904 - D. P. 1905-I-206.
C. Cass. Crim. 10 mars 1927 - D. P. 1928-I-94.

Il appartient alors à ce magistrat de commettre les experts chargés d'examiner le corps du délit et si besoin est, de pratiquer l'autopsie du cadavre.

Les médecins-experts sont commis par ordonnances mais ces ordonnances n'ont pas besoin d'être signifiées : les médecins sont avisés sans frais de leur nomination et doivent aussitôt se rendre dans le cabinet du juge d'instruction et prêter serment. Un procès-verbal est dressé.

Les experts ne peuvent être ni récusés ni reprochés, puisque l'on se trouve en matière criminelle.

Mais les médecins régulièrement commis sont tenus de déférer aux réquisitions de la justice (art. 23 de la loi du 30 novembre 1892) sous peine d'être frappés d'une amende de 25 à 100 francs.

Les experts doivent rédiger eux-mêmes leurs rapports; mais, contrairement à ce qui existe dans certains pays étrangers, notamment en Allemagne, aucune forme ne leur est imposée. Il est dressé procès-verbal du dépôt entre les mains du magistrat.

Le juge d'instruction n'est pas le seul à pouvoir ordonner une expertise médico-légale. Quand la Chambre des mises en accusation a été saisie d'une affaire par ordonnance de transfert, il lui est loisible de procéder à un complément d'enquête et le magistrat qui en est spécialement chargé a le pouvoir d'ordonner les autopsies ainsi qu'il ressort de l'article 235 du Code d'Instruction Criminelle :

ART. 235. — Dans toutes les affaires, les Cours d'appel, tant qu'elles n'auront pas décidé qu'il y a lieu de prononcer la mise en accusation, pourront d'office, soit qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra.

Et l'article 236 ajoute :

ART. 236. — Dans le cas du précédent article, un des membres de la section dont il est parlé en l'article 218, fera les fonctions de magistrat instructeur. (1).

A l'échelon suivant de la procédure, c'est-à-dire quand la Chambre des mises en accusation ayant conclu à l'existence du crime a renvoyé l'affaire devant la Cour d'assises, le droit d'ordonner des autopsies appartient au Président de la Cour d'assises auquel l'article 268 confère un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il peut prendre toutes mesures utiles à la découverte de la vérité. Il pourra donc demander de nouvelles expertises, et notamment une autopsie.

Voici l'article 268 du Code d'Instruction Criminelle :

Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il peut prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité, et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation.

Nous avons ainsi suivi toutes les étapes de la procédure criminelle et nous avons répondu à la question : *Qui a le droit d'ordonner une autopsie?* Notre étude ne serait pas complète si nous nous bornions à la procédure criminelle et si nous n'envisagions pas le cas des accidents du travail.

La loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, a prévu, dans son titre II, article 12, que le juge de

(1) Il s'agit de la section de la Cour d'Appel qui est chargée de statuer sur les mises en accusation.

paix fera une enquête à l'effet de rechercher, entre autres choses, la nature des lésions. Et l'article 13 ajoute que, si le certificat médical lui paraît insuffisant, le juge de paix peut désigner un médecin pour examiner le blessé ou procéder à l'autopsie (1).

(1) Loi du 9 avril 1898, *art. 12* (modifié par la loi du 22 mars 1902) :
 « Lorsque, d'après le certificat médical produit en exécution du paragraphe précédent ou transmis ultérieurement par la victime à la Justice de paix, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle, de travail, *ou lorsque la victime est décédée*, le juge de paix, dans les 24 heures, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1° 2°.....

3° la nature des lésions;

4°

Art. 13: Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

SECTION III

FORMATION ET CHOIX DES EXPERTS

Nous envisagerons d'abord la formation scientifique des médecins qui sont appelés à donner au juge le concours que nous avons défini plus haut. En second lieu, nous examinerons les règles qui président au choix des médecins experts devant les tribunaux.

I. — Instruction médico-légale des médecins

La loi du 30 novembre 1892 impose aux médecins de se mettre à la disposition de la justice toutes les fois qu'ils en seront sollicités. La formation médico-légale des médecins dépend du professeur de médecine légale qui donne un enseignement technique conforme au programme de la cinquième année des études médicales (1).

Mais, à côté de cet enseignement général et relativement sommaire qui est donné à tous les étudiants de cinquième

(1) Cette préoccupation est fort ancienne, puisque c'est la loi du 14 frimaire an III (déc. 1795) qui a créé les chaires de médecine légale, au moins sur le papier.

année, il existe, dans certaines Facultés, un enseignement approfondi qui est sanctionné par la délivrance d'un diplôme de médecin-légiste et qui comprend des cours théoriques et des travaux pratiques.

A Paris, les cours théoriques sont professés à la Faculté de médecine et l'enseignement pratique est donné à l'Institut de médecine légale dans une partie des locaux de l'Institut médico-légal (1).

Les cours et travaux de l'Institut de médecine légale sont ouverts aux étudiants parvenus au terme de leur scolarité et aux médecins français ou étrangers qui désirent obtenir le diplôme de médecin-légiste (2).

Les cours théoriques comprennent le cours de médecine légale de cinquième année et un cours de psychiatrie médico-légale. Les travaux pratiques portent sur la médecine légale proprement dite et la toxicologie. On ne se contente pas de procéder à des démonstrations; les élèves sont exercés à la pratique des autopsies médico-légales; on exige des candidats au diplôme une connaissance approfondie des méthodes de laboratoire dans leurs applications à la médecine légale et à la toxicologie. Des cours sur les accidents du travail, les maladies professionnelles, les

(1) L'Institut médico-légal de Paris qui, en 1924, a remplacé l'ancienne morgue, dépend de la Préfecture de Police. Il comprend trois services distincts: le *greffe* (ou service administratif), les *services techniques* (conservation des corps et salles d'autopsies judiciaires) et l'*Institut de médecine légale* qui, relevant de la Faculté, est dans une situation particulière.

Pour ce qui touche à l'enseignement et aux recherches scientifiques, l'Institut de médecine légale est considéré comme une annexe de la Faculté de médecine. Sa direction est confiée au Professeur de médecine légale. Les services administratifs du greffe ne sont chargés que de la garde et de la conservation des locaux.

(2) On admet une trentaine d'élèves chaque année.

pensions de guerre sont également faits aux élèves. Enfin, sous la direction du professeur des maladies mentales, un enseignement pratique de la psychiatrie est organisé à l'Asile Sainte-Anne.

L'Institut de médecine légale de Paris dispose de locaux spacieux et modernes où sont aménagés :

— Un laboratoire de médecine légale avec installations pour les recherches chimiques, bactériologiques, physico-chimiques et histologiques (tables de chimie, hottes, sorbonnes pour les combustions, installation de vide et d'air comprimé, gaz, électricité en courant alternatif et continu).

— Un laboratoire particulier qui sert de cabinet de travail au professeur.

— Un amphithéâtre de cours qui peut contenir 200 étudiants assis, autour d'une table de lave émaillée où sont pratiquées les autopsies.

— Un musée-bibliothèque où sont disposées des vitrines contenant des collections de pièces médico-légales : photographies, graphiques, instruments, souvenirs d'affaires célèbres, etc., et qui possèdent de nombreux volumes spécialisés.

A Lyon, l'Institut médico-légal est situé aux étages inférieurs de la Faculté de médecine. Les installations techniques sont très voisines de celles de Paris; l'enseignement et les recherches scientifiques sont organisés suivant un plan sensiblement analogue. On a réservé une place particulière à l'anthropologie criminelle qui dispose, depuis 1929, d'un centre d'examen et d'orientation professionnelle pour les enfants délinquants (1).

(1) Etienne MARTIN: Précis de médecine légale, Paris, 1932.

A Bordeaux, Lille, Nancy et dans la plupart des villes universitaires (1), il existe également des Instituts de médecine légale dont l'importance et l'activité sont variables.

En conclusion, on peut dire qu'il existe en France, et principalement à Paris, à Lyon et à Lille, une organisation théorique et pratique capable de former un certain nombre de médecins légistes susceptibles d'apporter une aide précieuse à la justice.

Leur nombre est encore insuffisant et, dans de nombreux ressorts provinciaux, on est obligé de faire appel à des médecins non spécialistes.

Mais ici on remarque une anomalie : bien que le nombre des médecins légistes diplômés soit inférieur aux besoins en experts des tribunaux, il arrive fréquemment que des diplômés se voient préférer des médecins non spécialistes.

Aucune règle, en effet, n'est donnée aux juges pour l'établissement de la liste d'experts. Leur choix est entièrement libre. Le plus souvent, ils se réfèrent à une renommée qui peut être trompeuse.

Il serait souhaitable, pour le bon fonctionnement de la justice, comme pour encourager les études médico-légales, que la possession du diplôme constitue un titre de priorité et que, pour la désignation des experts, on ne fasse appel à des médecins non spécialistes qu'à défaut de candidats diplômés.

(1) Cependant à Toulouse il vient d'être supprimé récemment.

II. — Choix des experts

C'est le décret du 21 novembre 1893 qui a tracé des règles spéciales pour le choix des médecins experts. Ce texte, modifié par le décret du 10 avril 1906 et par le décret du 22 juin 1924, prescrit aux Cours d'appel d'établir chaque année une liste des docteurs en médecine auxquels est conféré le titre d'expert devant les tribunaux. Les Cours d'appel établissent ces listes, dans les trois mois qui suivent la rentrée, sur la proposition des tribunaux de première instance du ressort.

Les médecins experts doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° Etre français,
- 2° Demeurer dans l'arrondissement du tribunal par qui il est proposé ou dans le ressort de la Cour d'appel,
- 3° Avoir cinq années d'exercice de la profession médicale ou être muni d'un diplôme portant la mention « Médecine légale et psychiatrie » ou d'un diplôme analogue (1).

Le nombre des experts à désigner pour chaque tribunal n'est pas limité, mais il doit nécessairement être très restreint. En effet, l'article 14 de la loi du 30 novembre 1892 a eu pour but d'assurer à la justice, de la part des experts, un concours scientifique particulièrement éclairé. Massabiau (2) dit très justement que « préoccupé de l'importance du rôle du médecin expert, le législateur a voulu que ces délicates fonctions ne fussent confiées qu'à un petit nombre de médecins offrant toutes les garanties au

(1) Nous avons vu paragraphe précédent de quel diplôme il s'agit.

(2) MASSABIAU, Manuel du ministère public (5^e édition), p. 127.

point de vue de la compétence professionnelle. On a même émis l'idée, au cours de la discussion de la loi, que le choix des magistrats devrait se porter exclusivement sur des médecins qui auraient l'instruction technique appropriée. Si sérieuses qu'aient été les raisons invoquées, l'organisation actuelle des études médicales en France n'a pas permis d'y donner suite. »

Pour Etienne Martin (1), la solution devrait être recherchée dans une spécialisation plus grande encore. Faisant remarquer que pour être un bon médecin légiste il faut pratiquer journallement les techniques particulières, il ajoute : « Il est certain que les petits tribunaux de province n'ont pas suffisamment d'affaires pour occuper un médecin légiste et répondre à ses besoins professionnels. Mais, nombreux sont les grands centres, où, si l'organisation judiciaire était bien comprise, un médecin expert pourrait se livrer *uniquement* à sa profession et desservir les tribunaux moins importants. »

Le monopole des expertises criminelles est donc assuré devant les tribunaux aux médecins ainsi désignés dans chaque arrondissement. Toutefois, l'article 3 du décret du 21 novembre 1893 énumère les exceptions qui peuvent être apportées à ce monopole.

Tout d'abord ce sont les cas prévus aux articles 43, 44, 235 et 268 du C. I. C. que nous avons étudiés plus haut. En second lieu, les juges peuvent faire appel, selon les besoins de l'instruction, aux experts d'un autre arrondissement. Enfin, en cas d'empêchement des médecins inscrits sur la liste, et s'il y a urgence, les juges peuvent commettre,

(1) Etienne Martin, Op. cit. p. 128.

par ordonnance motivée, des médecins français de leur choix.

Le nombre des experts que le juge peut commettre dans chaque affaire n'est pas limité par la loi, sauf en cas de flagrant délit où il est fixé à deux au maximum. Mais, dans tous les autres cas, le juge suit une règle analogue et ne commet généralement qu'un seul expert.

Existe-t-il une responsabilité des médecins commis à une expertise judiciaire? Il semble que les règles générales de la responsabilité s'appliquent ici et qu'il faille prouver la faute lourde. On peut seulement se demander qui prendra l'initiative de l'action. Si l'on relève de la mauvaise foi, l'affaire peut se compliquer du fait que, le médecin ayant prêté serment, on peut voir là un faux témoignage. Le ministère public ne manquerait pas de sévir, si le fait était prouvé.

L'absence de toute procédure officielle dans le déroulement des actes constituant l'autopsie, rend l'incrimination très difficile. En Allemagne, où le règlement administratif comporte une partie technique, où sont décrites par le menu les opérations à pratiquer dans un ordre rigoureux, il est beaucoup plus facile de déceler la faute éventuelle du médecin, en même temps que le médecin lui-même trouve là un guide qui lui évite certaines erreurs et bien des oublis.

Sous l'ancien régime, on retrouve certains arrêts du Parlement qui rappellent aux médecins et aux chirurgiens les conséquences fâcheuses des erreurs et des omissions que pourraient contenir leurs rapports d'ouverture. C'est ainsi qu'un arrêt du Parlement de Paris de 1691 enjoignit aux médecins d'Issoire d'être plus exacts et plus circons-

pects dans leurs rapports d'autopsie. Mais il n'est pas parlé de sanctions (1).

Il n'en fut pas de même en 1816, à la suite d'une légereté commise par deux officiers de santé bretons. Ceux-ci, sans avoir ouvert le crâne de la victime, déclarèrent qu'ils avaient trouvé le cerveau engorgé. Des soupçons s'étant élevés, une contre-expertise fut ordonnée qui démontra que le crâne n'avait pas été ouvert. Les premiers experts furent traduits devant la Cour d'assises d'Ille-et-Vilaine et accusés d'avoir déclaré comme vrai, un fait faux, dans un procès-verbal qu'ils rédigeaient en qualité d'officiers publics. Ils furent acquittés, mais n'en avaient pas moins subi une longue détention préventive (2).

En 1829, un cas analogue se présente dans le Bas-Rhin. Un homme est trouvé mourant sur la route, pendant un hiver rigoureux. Il succombe et le médecin chargé de l'autopsie trouve les poumons ensanglantés. Il attribue la mort à une pneumonie, n'ouvre pas le crâne et déclare dans son rapport que le cerveau n'offrait rien de particulier. On apprend plus tard qu'une rixe a précédé la mort. Une seconde expertise révèle que le crâne, qui n'avait pas été ouvert, présentait des fractures et le cerveau de graves lésions.

La faute médicale était certaine; elle fut blâmée sévèrement, mais n'a pas été poursuivie judiciairement.

(1) Rapporté par VERDIER, tome II, p. 309 et cité par TOURDES dans le Dictionnaire des sciences médicales V° Autopsie.

(2) Rapporté par ORFILA, tome II, p. 54.

Nous n'avons pu trouver d'espèces plus récentes. Faut-il en déduire qu'il ne se commet plus d'erreur? Ou que la répression, mal armée, est tombée en léthargie?

CHAPITRE II

L'autopsie non judiciaire

Dans le chapitre précédent, nous avons considéré l'autopsie comme une forme particulière de l'expertise judiciaire, et nous avons vu que le droit à l'autopsie appartenait, dans ce cas, aux pouvoirs publics représentés par divers fonctionnaires de la justice.

Nous allons maintenant étudier le cas où le droit à l'autopsie demeure, sauf exception, la propriété des particuliers. Nous considérerons tout d'abord l'autopsie privée, qui a lieu d'ordinaire au domicile du défunt ou dans une maison de santé; ce sera la première section. Dans une deuxième section, nous examinerons l'autopsie dans les hôpitaux et hospices, beaucoup plus intéressante que les précédentes par les problèmes moraux et juridiques qu'elle pose.

SECTION I

L'AUTOPSIE PRIVEE

Nous entendrons donc par autopsie privée l'autopsie demandée par des particuliers à un médecin privé, et qui, d'ordinaire, est pratiquée au domicile du défunt.

I. — Intérêt

Une telle autopsie peut avoir été demandée par le sujet lui-même, oralement ou par écrit, ou bien par la famille, enfin par des amis, à défaut de parents.

Pour *le sujet*, cette opération peut présenter un double intérêt. Il peut désirer échapper ainsi à l'obsession d'une inhumation prématurée et des affres qu'elle implique. Les récits de morts-vivants sont assez nombreux, sans qu'on sache exactement quel crédit leur accorder. Le délai légal de vingt-quatre heures, qui doit s'écouler entre la constatation de la mort et la délivrance du permis d'inhumer, peut apparaître insuffisant à certains esprits inquiets. Mais *le de cujus* peut avoir, de son vivant, fait don de son corps à une de ces sociétés savantes, ou prétendues telles, qui

poursuivent des recherches indéterminées, et qui obtiennent de cette façon les corps nécessaires à leurs travaux.

La question de validité de ces dons mériterait d'être discutée, et plus encore celle de la validité des contrats à titre onéreux qui ont pour objet la même prestation. Le corps humain est-il *res commercialis*? et l'exécution forcée peut-elle être réclamée lorsque la volonté dernière du patient était contraire ou lorsque les survivants y sont opposés?

Quant à *la famille*, plusieurs raisons peuvent lui suggérer de faire pratiquer l'autopsie du défunt. Si l'on met à part la curiosité scientifique, rare à l'état pur chez les non professionnels, il reste l'intérêt qu'une famille a, sans conteste, de savoir si ce n'est pas une maladie héréditaire qui a amené la mort de l'ascendant, car, dans l'affirmative, certaines précautions ou abstentions s'imposeraient à eux.

Souvent aussi, l'autopsie se révélera utile pour établir une responsabilité. Nous avons vu personnellement le cas suivant : à la suite d'un accident d'automobile, on relève sur le conducteur un certain nombre de côtes fracturées qui se consolident en quelques semaines. Une indemnité est fixée en raison du dommage causé, qui n'était pas grand. Mais trois mois après, M. X... meurt subitement d'une hémorragie pulmonaire. Est-ce une conséquence de l'accident? et, dans ce cas, le taux de l'indemnité doit être relevé. Ou bien l'issue fatale n'a-t-elle aucun rapport avec l'accident? comme l'affirmait la Compagnie d'assurances mise en cause. Seule une autopsie pouvait apporter un élément décisif d'appréciation. Elle fut pratiquée à la diligence de la veuve et révéla qu'un fragment de côte avait perforé le poumon, ce qui permettait de considérer la mort

comme une conséquence de l'accident. L'indemnité fut donc révisée.

L'autopsie privée est aussi pratiquée dans des circonstances très différentes ou l'intérêt et le mobile apparaissent moins nettement. C'est le cas des autopsies d'*hommes illustres* qui se réduisent souvent d'ailleurs à des prélèvements d'organes parfaitement sains, mais qui ont une réputation de noblesse : tels le cœur ou le cerveau. On conserve ainsi le cœur de Zola, le cerveau d'Anatole France, etc.

Cette coutume, très ancienne, est évidemment symbolique. On a pu alléguer pour la justifier, dans les temps modernes, le désir de vérifier, par exemple, si une intelligence développée correspondait à une masse cervicale importante, mais ceci n'est pas applicable au cœur. Il s'agit donc bien là, semble-t-il, d'une tradition à base païenne, semblable par certains côtés aux coutumes des peuples de l'Amérique du Sud qui conservent, en les réduisant au volume minimum, les têtes de leurs parents, ou celles de leurs ennemis.

Si l'on veut de plus nobles antécédents, on les trouvera sans peine dans les autopsies des papes et dans celles des rois de France, Charles IX, Henri III et Henri IV, dont les protocoles d'ouverture nous ont été conservés par Jacques Guillemeau, et dont nous savons qu'elles furent pratiquées en grande pompe au milieu d'une grande affluence de courtisans.

II. — Les textes

Pendant tout le XIX^e siècle, et jusqu'à une date récente, on était fondé à dire, comme le fait P. Colin en 1927, que la loi française ne contenait pas de dispositions concernant l'autopsie privée, du moins si l'on entend par là un texte général visant principalement et directement cette opération.

On ne trouvait en effet que deux ordonnances, dont l'application concernait incidemment l'autopsie privée, et toutes deux applicables seulement à Paris.

La première, du *14 Messidor an XII* (5 juillet 1804), traitait des décès et des sépultures en général. Toutefois ses articles 5 et 6 prévoyaient qu'en cas de maladie contagieuse ou d'incertitude de diagnostic, l'autopsie pourrait être faite. Dans le premier cas (maladie contagieuse), l'autopsie pouvait être ordonnée d'office à la réquisition du médecin traitant. Dans le second cas (incertitude de diagnostic), l'autopsie pouvait être faite par le médecin traitant, à la double condition d'avoir prévenu l'officier de police et d'avoir obtenu le consentement de la famille (1).

(1) Ordonnance du 14 Messidor an XII :

Art. 5. — « Si les symptômes d'une maladie aient donné l'indication de quelque maladie ou mal contagieux, l'ouverture du cadavre pourra être ordonnée d'office, ou à la réquisition des médecins et chirurgiens qui auront suivi la dernière maladie ».

Art. 6. — « Dans le cas où l'incertitude des caractères d'une maladie aurait empêché d'en connaître la cause, les médecins et chirurgiens qui, pour les progrès de l'art, désireraient faire l'ouverture du cadavre, ne pourront y procéder que du consentement de la famille et après avoir prévenu l'officier de police ».

La deuxième *ordonnance* est du 6 septembre 1839 (1); elle concerne le moulage, l'autopsie, l'embaumement et la momification des cadavres. C'est la première fois qu'on groupe ainsi ce qu'on appellera plus tard les *opérations consécutives au décès*. Un bref exposé des motifs précède le texte :

« Considérant qu'il importe que les cadavres ne soient soumis, avant les délais fixés par la loi pour procéder aux inhumations, à aucune opération capable de modifier leur état ou de transformer en décès réel une mort qui ne serait qu'apparente... »

Et le texte poursuit en instituant :

1° Un délai de vingt-quatre heures avant toute opération sur le cadavre; c'est le délai de l'article 77 du Code Civil, relatif au permis d'inhumer;

2° Une déclaration préalable (ce n'est pas encore une autorisation) au commissaire de police, ou au maire pour la banlieue.

(1) Ordonnance du 6 septembre 1839 :

Art. 1. — A Paris, et dans le ressort de la Préfecture de Police, il est défendu de procéder au moulage, à l'autopsie, à l'embaumement ou à la momification des cadavres avant qu'il ne se soit écoulé un délai de 24 heures depuis la déclaration du décès à la mairie et sans qu'il ait été adressé une déclaration préalable au commissaire de police ou au maire.

Art. 2. — Cette déclaration devra indiquer que l'opération est autorisée par la famille; elle fera connaître ensuite l'heure du décès ainsi que le lieu et l'heure de l'opération.

Art. 3. — Le maire et le commissaire de police devront nous transmettre ces déclarations après avoir constaté que l'on s'est conformé aux dispositions de l'article 1.

Art. 4. — Il n'est fait exception aux dispositions précédentes que pour les cadavres des personnes dont le décès aurait été constaté judiciairement.

L'application de cette ordonnance a donné lieu à une des rares décisions jurisprudentielles que comporte le sujet. Le Tribunal correctionnel de la Seine a eu à connaître de l'affaire suivante dont l'intérêt est toujours actuel :

Dans le courant de l'année 1842, un sieur Colombe, médecin à La Chapelle, fut appelé pour un accouchement fort difficile chez une dame de la commune. Il jugea à propos d'appeler un de ses confrères, professeur d'accouchement; mais leurs efforts conjugués furent inutiles, la malade expira. Les deux médecins, pendant le travail, avaient constaté qu'un vice de conformation rendait l'accouchement impossible, et leur intention était, si l'accident cause de la mort, n'était pas survenu, de pratiquer l'opération césarienne.

Après le décès du fœtus et celui de la mère, ils voulurent, dans l'intérêt de l'art, constater, à l'aide d'une opération de même nature pratiquée sur le cadavre, si leurs prévisions étaient fondées. Douze heures seulement après la constatation du décès, ils se réunirent au domicile de la défunte, pratiquèrent une incision aux trois cavités, et reconnurent l'existence réelle du fait qu'ils avaient soupçonné.

Mais l'officier d'état-civil chargé de la constatation du décès crut devoir dénoncer ce fait au commissaire de police comme une infraction à l'ordonnance de 1839. Comparaisant en correctionnelle, le médecin soutint qu'il n'avait fait autre chose que de pratiquer sur la défunte une opération qu'il eut été de son droit et de son devoir de pratiquer sur elle pendant la vie.

Le Tribunal décida néanmoins que le médecin s'était mis en contravention et le condamna à 100 francs d'amende, plus les frais. Voici les attendus du jugement :

(1) Rapporté à *La Gazette des Tribunaux* du 18 février 1843 et cité par BRIAND et CHAUDE.

« ...Attendu que le prévenu avait procédé à une autopsie sans avoir rempli les formalités prescrites par l'ordonnance de 1839, que l'opération pratiquée par lui était une véritable autopsie, qu'il n'avait pas fait de déclaration au maire, que la simple déclaration verbale ne suffisait pas; qu'il s'était ainsi rendu coupable de la contravention punie par l'article 475, 3° du Code Pénal... »

Ajoutons que la sanction fut d'autant plus sévère qu'au cours de l'instruction le sieur Colombe s'était montré particulièrement grossier envers les autorités de police et que l'ombre de Cambronne elle-même fut, dit-on, évoquée.

Peu après la guerre, le *décret du 15 avril 1919* a repris la question; en réglant les inhumations et les sépultures, il a prescrit des formalités spéciales aux opérations consécutives au décès, embaumements, moulages et autopsies :

ART. 15. — Il est interdit aux familles de faire procéder à l'autopsie des cadavres, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du Préfet de Police, à Paris, et du maire partout ailleurs.

L'opération ne pourra avoir lieu avant qu'il se soit écoulé un délai de vingt-quatre heures depuis la déclaration du décès à la mairie.

L'autorité qui permettra l'autopsie fixera les mesures à prendre.

Le fonctionnaire prévu par la loi du 30 mars 1902 assistera à l'opération et en dressera procès-verbal. Il aura droit à une vacation par deux heures ou fraction de deux heures de la durée de l'opération.

On voit donc qu'il fallait essentiellement :

- 1° Respecter le délai de vingt-quatre heures;
- 2° Obtenir l'autorisation administrative. Les fonctionnaires prévus par l'article 62 de la loi du 30 mars 1902

sont les commissaires de police ou, dans les communes qui n'en ont point, les gardes-champêtres (1).

Le décret du 15 mars 1928, sous le régime duquel nous sommes encore, a apporté plus de précision et de clarté à la question. Il consacre un titre entier (le titre VI) à l'autopsie et aux moulages.

Un premier article (art. 23) reprend la règle du délai et de l'autorisation (maire ou préfet de police). Un deuxième article (art. 24) prévoit une exception à cette règle du délai de vingt-quatre heures : si l'état de décomposition du corps rend l'autopsie nécessaire avant l'expiration du délai prescrit, le médecin peut demander à être autorisé à la pratiquer d'urgence en fournissant un certificat à l'appui de sa demande. Un dernier article rappelle que les dispositions du présent décret ne sont applicables ni à l'autopsie judiciaire, ni à l'autopsie dans les hôpitaux et hospices (2).

(1) Loi des Finances du 30 mars 1902 :

Art. 62 : « Les commissaires de police et, dans les communes qui n'en ont point, les gardes-champêtres, pourront seuls être délégués par l'autorité compétente pour assister aux opérations d'exhumation, de réinhumation et translation de corps, pour assurer l'exécution des mesures de police prescrites par les lois et règlements.

Ces fonctionnaires auront droit, sauf dans les opérations qui constituent des actes d'instruction criminelle, dans celles qui sont faites aux frais du ministère de la guerre pour le transport de militaires et de marins décédés sous les drapeaux, sauf encore dans le cas où un billet d'indigent serait délivré par le maire dans les conditions prévues à l'article 6 de la loi du 10 décembre 1850, à perception de vacations fixées par le maire, après avis du conseil municipal, mais dont un règlement d'administration publique déterminera le minimum et le mode de perception.

(2) Décret du 15 mars 1928. Titre VI.

Art. 23 : Sauf dans le cas de l'article suivant, il est interdit de faire procéder au moulage ou à l'autopsie d'un cadavre avant qu'il ne soit écoulé un délai de 24 heures depuis la déclaration du décès à la mairie et sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du maire

La surveillance administrative de ces opérations fait l'objet du titre suivant (titre VII). Il indique que les commissaires de police ou les gardes-champêtres visés par l'article 62 de la loi du 30 mars 1902, doivent assister aux opérations consécutives au décès et en dresser procès-verbal qu'ils transmettent au maire, ou, à Paris, au Préfet de Police (1).

de la commune où a eu lieu le décès, ou du préfet de police si le décès s'est produit dans le ressort de sa préfecture.

Art. 24. — Si le moulage ou l'autopsie d'un cadavre est nécessaire avant l'expiration du délai de 24 heures, la demande d'autorisation doit être accompagnée d'un certificat du médecin, légalisé, constatant que des signes de décomposition rendent l'opération nécessaire avant les délais prévus.

Art. 25. — Les dispositions des articles 23 et 24 ne sont pas applicables aux opérations pratiquées dans les hôpitaux, ni dans les amphithéâtres de dissection légalement établis.

(1) Décret du 15 mars 1928. Titre VII.

Art. 26. — Les fonctionnaires désignés à cet effet par l'article 62 de la loi du 30 mars 1902, assistent aux opérations consécutives au décès, dans les conditions prévues par cet article, pour assurer les mesures de police prescrites par les lois et règlements, et, en particulier les mesures de salubrité imposées par le présent décret.

Les fonctionnaires susvisés dressent des procès-verbaux des opérations auxquelles ils ont procédé et ils les transmettent au maire ou au préfet de police, à Paris, après avoir apposé sur le cercueil lorsqu'il est transporté hors de la commune, deux cachets de cire revêtus du sceau de la commune, ou, dans le département de la Seine, du commissariat de police. (Les cimetières parisiens étant considérés comme étant dans Paris).

SECTION II

L'AUTOPSIE DANS LES HOPITAUX

I. — Considérations générales

Nous ne reviendrons pas sur l'intérêt scientifique de l'autopsie, qui, dans les hôpitaux, est sensiblement le même que dans l'autopsie privée. Toutefois, il faut remarquer que la plupart des hôpitaux ayant un rôle éducatif, la recherche des causes de la mort des malades y prend une particulière importance. Qu'on le veuille ou non, c'est là que la science se fait. Cela ne veut pas dire que les malades soient destinés à l'expérimentation des méthodes nouvelles ou des nouveaux produits, mais bien au contraire, que le doute et l'approximation, tolérables dans des cas particuliers limités à un individu ou à sa famille, ne sont plus acceptés quand il s'agit de former des élèves qui seront plus tard des praticiens avisés.

C'est pourquoi certaines législations, il est vrai peu respectueuses de la liberté individuelle, ont pensé que cette considération d'intérêt général primait toutes les autres et ont décidé que l'autopsie des malades morts dans les hôpitaux serait toujours possible. En France, il en est autrement et l'on n'a pas voulu imposer aux particuliers une

décision qui puisse blesser leurs sentiments de piété familiale ou religieuse.

Au point de vue juridique, la réglementation de l'autopsie dans les hôpitaux et hospices se présente comme un compromis entre l'intérêt général et l'intérêt particulier. Dans l'autopsie judiciaire, où l'intérêt général est seul en jeu, on a agi, nous l'avons vu, par voie d'autorité : chaque fois que la justice peut en tirer un avantage quelconque, l'autopsie est ordonnée sans que personne puisse s'y opposer. Dans l'autopsie privée, au contraire, l'intérêt particulier est dominant, l'initiative, et non seulement le droit de veto, est laissée aux membres de la famille dans l'ordre légal des affections.

Dans la réglementation de l'autopsie hospitalière, il a fallu tenir la balance égale entre l'intérêt général qui consiste ici dans les facilités données aux travaux scientifiques et à l'éducation des élèves, et l'intérêt particulier qui est surtout constitué par des satisfactions morales et religieuses. On a vu dans la première partie l'évolution des idées en la matière, évolution qui n'était guère qu'une suite de conflits, et le chapitre intitulé *Psychologie contemporaine* a exposé l'état actuel de la question. Il s'agit maintenant de préciser les solutions apportées par le législateur ou l'administrateur, en un mot : les pouvoirs publics, à ce conflit ou à ce problème.

II. — Les textes

L'initiative de la réglementation n'appartient pas en principe au législateur, mais au pouvoir exécutif. On est

donc dans le domaine du décret. Mais nous allons voir que le décret lui-même n'est intervenu que pour étendre et unifier les règles édictées par des organismes décentralisés et spécialisés : les commissions administratives des hôpitaux et hospices.

Jusqu'à une époque tout récente (1), en effet, l'assistance incombait en France à la commune. Le domicile de secours de chaque citoyen était fixé dans la commune où il résidait depuis un an. En conséquence, la commune devait créer les établissements nécessaires, en l'espèce les hôpitaux. Comme il était impossible à toutes les communes d'assumer la charge d'un hôpital dont la population, d'ailleurs, aurait été souvent insuffisante, les communes se sont groupées pour construire des hôpitaux intercommunaux ou, plus souvent, ont conclu des conventions avec la ville la plus proche qui possédait déjà un établissement hospitalier, afin qu'elle hospitalisât, moyennant le remboursement des frais de séjour, les administrés que les petites communes lui enverraient.

Ces établissements hospitaliers propres à une commune ou desservant toute une région, constituent des *établissements publics communaux*. C'est-à-dire qu'ils possèdent une autonomie relative, tant du point de vue financier que du point de vue administratif.

L'administration en est confiée à une *Commission administrative*, présidée par le maire de la commune et dont

(1) La loi du 15 juillet 1893, la première des grandes lois d'assistance obligatoire, avait institué le domicile de secours communal. Par le décret-loi du 30 octobre 1935, le domicile de secours est devenu départemental, mais la dépense continue d'être répartie entre les communes suivant un barème unique, fondé sur les dépenses antérieurement supportées par celles-ci.

les autres membres sont désignés par le Conseil municipal. Cette Commission a le pouvoir réglementaire en vertu duquel elle fixe les conditions d'admission et rédige le règlement intérieur.

Comme tous les organismes décentralisés, les établissements hospitaliers sont soumis à la tutelle administrative de la commune et du préfet.

A Paris, en raison de l'importance des services, l'organisation fut, de tout temps, particulière; le contrôle du pouvoir central s'y exerce de façon plus minutieuse. Mais, dans l'ensemble, on peut dire que le pouvoir réglementaire appartient également à une Commission administrative qui s'intitula longtemps : Conseil général des Hospices, et qui est maintenant constituée en administration annexe de la Préfecture de la Seine : l'Administration générale de l'Assistance publique à Paris.

Ce sont donc des Commissions qui réglementent en matière hospitalière, donc en matière d'autopsie. Leur pouvoir ne connaît d'autres limites que les lois et les bonnes mœurs. A ce propos, M. Duchâtel, ministre de l'Intérieur, disait, dans une lettre reproduite plus loin : « La loi ne reconnaît à l'indigent aucun droit positif au secours public, et dès lors aussi, par une conséquence naturelle, l'Administration est parfaitement maîtresse d'imposer à son bienfait telles conditions qu'elle juge convenables. » (1).

(1) Cette conception de l'assistance est maintenant périmée. Les grandes lois de l'assistance obligatoire sont intervenues depuis et le *droit au secours* s'est affirmé de plus en plus nettement.

Néanmoins, il était intéressant de la noter, car c'est elle qui a présidé à l'élaboration d'un grand nombre de règlements hospitaliers et qui explique leur diversité.

Et, de fait, chaque Commission, dans le cadre des lois existantes, a promulgué tel règlement qu'elle a jugé convenable. Il ne peut être question d'examiner ces règlements en détail et nous nous bornerons à analyser les textes de l'Assistance publique de Paris qui, par son importance et la complexité de son organisation, a été amenée à préciser, mieux que tout autre, les multiples problèmes de l'administration hospitalière. Et l'on s'apercevra que ce sont précisément les solutions trouvées par l'Assistance publique de Paris qui ont été adoptées dans les règlements généraux du Ministère de l'Intérieur, puis de l'Hygiène et maintenant de la Santé publique, dans le but d'unifier et d'améliorer une réglementation trop diverse. En même temps ces règlements-types constituent un modèle qui est proposé aux administrateurs des établissements hospitaliers nouvellement créés et l'Etat, par un détour dont il use souvent, trouve dans ces règlements un instrument de contrôle complétant la tutelle qu'il exerce sur les établissements publics en général. Il lui arrive en effet de subordonner l'octroi de ses subventions ou autorisations à l'adoption, par le nouvel établissement, du règlement-type qu'il a établi et qui contient telle ou telle modalité en faveur du pouvoir central.

On étudiera donc, dans un premier paragraphe, les textes de l'Assistance publique de Paris et, dans un deuxième paragraphe beaucoup plus court, les règlements généraux.

a) Les textes de l'Assistance publique de Paris

La première ordonnance qui forme un règlement complet de l'autopsie dans les établissements hospitaliers, fut prise

par le Conseil général des hospices peu après la promulgation d'une ordonnance du préfet de police qui supprimait les amphithéâtres de dissection privés.

En effet, la question des dissections et celle des autopsies furent toujours, sinon confondues, du moins conjointement traitées dans les règlements hospitaliers.

Nous croyons donc utile d'esquisser rapidement *l'histoire des dissections* jusqu'en 1834, date de la première ordonnance des hôpitaux parisiens.

C'est l'édit de mars 1707 qui, dans son article 25, enjoignit aux magistrats et directeurs d'hôpitaux de fournir des cadavres aux professeurs de médecine pour faire les démonstrations d'anatomie et pour enseigner la chirurgie. Puis l'édit du 3 février 1754 (1) portant l'établissement de professeurs royaux démonstrateurs en chirurgie à Toulon, fut suivi d'une ordonnance, le 15 mars (2), qui, dans son article 4, prescrivit aux juges et aux directeurs d'hôpitaux de Toulon de fournir gratuitement aux démonstrateurs les cadavres nécessaires à leur enseignement du 1^{er} octobre au 1^{er} avril.

Pendant toute cette période, néanmoins, les dissections restaient tacitement autorisées et la réglementation portait seulement sur le mode d'acquisition des cadavres. Si, par un moyen ou par un autre, les étudiants ou médecins se procuraient des corps, ils pouvaient librement en faire la dissection. Cette liberté engendra naturellement des abus et notamment celui qui consistait à disséquer dans des locaux mal aérés, dépourvus d'aucune installation et où les détritux pourrissaient, dégageant une odeur pestilen-

(1) Cf. plus haut p. 38.

(2) Registres du Parlement d'Aix.

tielle. De plus, on trouvait souvent sur la voie publique des membres mutilés qui égaraient la police sur de fausses pistes.

C'est pourquoi, un arrêté du Directoire du 5 Vendémiaire an XII réglementa les dissections dans les locaux particuliers. Il stipula :

1° Qu'aucune salle de dissection, soit publique, soit privée, comme laboratoire d'anatomie, ne pourrait être ouverte sans l'agrément du bureau central, dans les communes où il en existait, et ailleurs, sans celui de l'administration municipale.

2° Que tout individu ayant droit de s'occuper de dissection serait préalablement tenu de se faire inscrire au commissaire de police de son arrondissement; d'observer, pour obtenir les cadavres, les formalités qui seraient prescrites par la police; de désigner les lieux où seraient déposés les débris des corps dont il aurait fait usage, sous peine d'être privé à l'avenir de cette autorisation, dans les cas où il ne les aurait pas fait porter aux lieux de sépulture.

Cet arrêté, qui donnait en quelque sorte droit de cité aux laboratoires particuliers provoqua l'ouverture de nombreuses salles de dissection (il y en eut plus de quarante à Paris). En 1803, des pavillons de dissection furent créés à la Faculté de médecine et en 1812, l'Assistance publique établit à La Pitié des salles spécialisées. Mais les précautions édictées par l'arrêté ne furent pas observées et l'on recommença à trouver des débris humains sur la voie publique. En 1813, une ordonnance du 15 octobre décida donc de supprimer les laboratoires particuliers et même les amphithéâtres des hôpitaux sauf celui de La Pitié. Une deu-

xième ordonnance du 11 janvier 1815 renouvela ces interdictions. En 1817, les amphithéâtres particuliers des hôpitaux furent rétablis et subsistèrent jusqu'en 1834.

Le 25 novembre 1834, une ordonnance de police supprima définitivement tous les laboratoires particuliers et amphithéâtres des hôpitaux, pour ne laisser subsister que les pavillons de la Faculté de médecine et l'Amphithéâtre central des hôpitaux établi sur l'emplacement de l'ancien cimetière de Clamart.

C'est pour mettre en accord leur règlement intérieur avec l'ordonnance précitée que les membres du Conseil général des hospices élaborèrent *l'ordonnance du 3 décembre 1834*. Outre un rappel du délai de 24 heures qui doit s'écouler avant l'autopsie, on y trouve :

1° L'interdiction de disséquer dans les hôpitaux (art. 3).

2° Une distinction entre les professeurs de clinique et les autres médecins ou chirurgiens des hôpitaux; les premiers pouvant autopsier tous les corps des malades décédés dans leurs services (sauf opposition); les seconds ne pouvant autopsier que *la moitié* de ces corps.

3° Enfin, il est stipulé que, ouverts ou non, les corps doivent toujours être rendus aux familles qui les réclament.

Ce *modus vivendi* fort acceptable était le résumé d'une pratique déjà ancienne. Pourquoi fallut-il que, quelques années plus tard, le Conseil général des Hospices décidât d'exiger le consentement formel et écrit des familles pour autoriser les autopsies?

Le 10 novembre 1841 en effet, un nouvel arrêté déclara que « les médecins et chirurgiens des hôpitaux ne pourront ouvrir les cadavres des personnes réclamées par leur

famille qu'autant que les parents auront délivré *par écrit* leur consentement ».

Etant donnés les préjugés courants, c'était pratiquement supprimer les autopsies qui ne pouvaient plus guère avoir lieu que sur les corps des vagabonds sans famille.

Mais Mathieu Orfila, le célèbre médecin légiste que, peu de temps avant, Louis-Philippe avait nommé au Conseil général des Hospices, s'éleva aussitôt contre cette mesure. Dans ses mémoires (1), il écrit : « En demandant le consentement à des gens peu éclairés, imbus de préjugés et ne prévoyant pas tout l'intérêt qui se rattache à l'ouverture des corps pour la science et pour l'instruction, on était à peu près certain de ne pas l'obtenir. Cette disposition rétrograde était d'autant plus fâcheuse que les refus auraient été de plus en plus nombreux, à mesure que les corporations d'ouvriers, qui augmentent de jour en jour, seraient venues réclamer les corps de malheureux qu'elles voulaient faire inhumer. »

Comme il n'avait pas réussi à faire écarter l'article incriminé, Mathieu Orfila donna aussitôt sa démission de membre du Conseil général; il l'adressa au préfet de la Seine en ces termes :

Monsieur le Préfet,

J'ai prié le Conseil général des Hospices, dans la séance de ce jour, d'examiner à nouveau la question relative aux autopsies des cadavres, dans les hôpitaux. J'ai présenté les arguments qui me paraissent de nature à provoquer la révocation d'un arrêt funeste à l'enseignement et à la science. J'ai supplié mes collègues de laisser les choses comme elles étaient au commencement de novembre der-

(1) Cité par P. COLLIN, *op. cit.* P. 63.

nier, en leur démontrant, suffisamment je crois, que l'Administration par les règles qu'elle s'était tracées, témoignait assez de déférence et de respect pour le vœu des parents qui se refusent à l'ouverture des cadavres qu'ils réclament.

Mes efforts ont été infructueux.

Dans cette situation, quel que soit le regret que j'éprouve à me séparer de collègues que j'honore et qui m'ont donné tant de preuves d'estime et de bienveillance, il ne m'est pas possible de continuer à m'associer à leurs travaux.

Etc., etc...

Le Préfet de la Seine n'accepta pas la démission.

Orfila, deux jours après, porta la question devant l'Académie de médecine et un mémoire fut adressé au Ministre de l'Intérieur, M. Duchâtel, pour le prier de refuser sa sanction à l'arrêté du Conseil général des Hospices.

Après une autre discussion à l'Académie de médecine (1) le Ministre de l'Intérieur se jugea suffisamment éclairé, et décida de ne pas approuver l'arrêté du 10 novembre 1841. Il adressa au préfet de la Seine, une lettre qui mérite d'être entièrement citée car dans une rédaction claire, elle résume fort bien la question et apporte des solutions définitives. L'arrêté du 6 avril 1842, pris en conformité de cette lettre constitue en effet la charte de l'autopsie hospitalière à laquelle les textes postérieurs ne changeront que des détails.

Voici donc la lettre de M. Duchâtel :

Monsieur le Préfet,

Vous m'avez informé le 29 décembre dernier, que le Conseil général des Hospices avait pris, le 10 novembre précédent, une délibération pour interdire aux médecins et chirurgiens attachés à ces établissements, de faire l'autopsie des corps des indigents qui y décéderaient et qui

(1) Rapportée à *La Gazette Médicale de Paris*, janv. 1842.

seraient réclamés par leurs familles pour être enterrés à leurs frais à moins que ces familles n'y eussent consenti par écrit.

En droit rigoureux, je ne crois pas qu'on puisse contester à l'Administration publique la faculté d'autoriser ou de prescrire l'autopsie des personnes décédées dans les hospices. En France, la charité si largement pratiquée a cependant ce caractère essentiel qu'elle n'est nullement obligatoire pour le gouvernement. Dès lors, la loi ne reconnaît à l'indigent aucun droit positif au secours public et dès lors aussi, par une conséquence naturelle, l'Administration est parfaitement maîtresse d'imposer à son bienfait telles conditions qu'elle juge convenables pourvu que ces conditions n'aient d'ailleurs rien de contraire aux lois et à la morale.

Or les autopsies ne sont en aucune circonstance prohibées par la loi. Elle n'ont évidemment rien de contraire à la morale publique puisque, à part même le cas où elles sont requises par la justice, on voit un grand nombre de familles réclamer cette opération qui, dans nos mœurs, devient d'autant plus habituelle qu'il s'agit des corps des personnes les plus illustres.

Un règlement hospitalier aurait donc incontestablement le droit de stipuler que l'Administration se réserve le droit de faire l'autopsie de tout individu décédé dans l'établissement. Ce ne serait là qu'une condition librement acceptée par l'indigent, par le seul fait de son entrée à l'hôpital. Voilà pour le droit strict, je dirai plus loin comment il doit être limité.

Quant au fait de l'autopsie en lui-même, il est incontestable que les autopsies sont de la plus haute utilité sous le rapport de la science, qu'elles le sont même pour les familles qu'elles permettent de prémunir contre les affections héréditaires ou qui pourraient le devenir et que les autopsies ont encore cet avantage, qu'en l'éclairant sur la nature précise des maux auxquels les malades ont succombé, elles forcent les praticiens à des soins plus constants, à des examens plus attentifs, car ils ne veulent pas avoir à rougir devant leurs émules et devant leurs élèves des erreurs qu'ils auraient commises et de leurs suites funestes.

Mais s'il est impossible, Monsieur le Préfet, de nier les conséquences avantageuses des autopsies, il faut également reconnaître qu'il existe dans la population indigente un sentiment de répugnance pour ces opérations, sentiment qui, peut-être, est mal éclairé, mais qui prend cependant sa source dans ce qu'il y a de plus sacré, le respect religieux des morts, et j'ajoute que ce qui a pu l'accroître encore, c'est le peu de décence qu'on observe souvent dans l'ouverture des corps.

Il m'a semblé qu'il y avait là divers intérêts à concilier et je n'ai pas cru que l'Administration dû autoriser d'une manière générale l'autopsie des personnes décédées dans les hospices au mépris du vœu hautement manifesté de la famille qui réclame le corps pour le faire inhumer. Mais il faut que ce vœu soit *formellement* et *spontanément* exprimé, car il constitue l'exception et l'autopsie doit demeurer la règle dans l'intérêt bien entendu des malades eux-mêmes et de la science.

Mais je n'ai pas cru devoir approuver la disposition de la délibération du Conseil qui exigeait le consentement exprès des familles. Cette formalité équivaldrait presque à l'interdiction des autopsies. Il tournerait contre l'intérêt de la science l'indifférence même des parents, puisque ceux-là mêmes qui auraient le moins répugné à laisser faire l'autopsie des corps réclamés par eux, n'accorderaient le plus souvent pas un consentement auquel rien ne les déterminerait. Et ici, Monsieur le Préfet, j'ajouterai que ce serait peut-être inspirer la pensée d'une hideuse spéculation et donner lieu au scandale des parents trafiquant à prix d'argent de l'autorisation d'une autopsie qu'un praticien aurait jugé utile à ses études.

J'ai donc pensé qu'il fallait s'en tenir à l'ordre suivi jusqu'à présent et à déclarer que l'autopsie aura lieu de droit, sauf le cas où la famille, en réclamant le corps aurait expressément fait connaître son opposition au directeur de l'hôpital.

Encore, Monsieur le Préfet, cette opposition ne sera-t-elle reçue que sans préjudice du droit réservé à l'Administration de faire procéder à l'autopsie dans le cas où elle serait exigée par l'intérêt général. Et, à cet égard, je citerai

en premier lieu les mesures que commanderait la médecine légale, ensuite les recommandations des diverses autorités chargées de veiller sur la santé publique, enfin les cas où les observations des praticiens les auraient amenés à soupçonner que des violences ou des tentatives de crimes ont causé des maladies dont la terminaison aurait été fatale.

Cette décision, Monsieur le Préfet, me paraît concilier tous les intérêts, et je pense qu'elle dissipera les craintes, exagérées d'ailleurs, que le corps médical avait exprimées.

Recevez, etc...

Le Conseil général des Hospices tenta de résister, et nomma une Commission qu'il chargea de présenter des observations au ministre, mais Orfila, qui la présidait, ne convoqua jamais ses collègues. Quelques mois plus tard, le 6 avril 1842, le Conseil se soumit et promulgua l'arrêté suivant :

ART. 1. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance de police du 25 novembre 1834, toute dissection et toute manœuvre chirurgicale continueront à être interdites dans les hôpitaux et les hospices.

ART. 2. — Il y aura dans chaque établissement une salle destinée exclusivement aux autopsies.

Ces autopsies ne pourront être faites que par le médecin, le chirurgien, ou en sa présence et sous sa direction immédiate, par ses élèves. Elles ne seront jamais pratiquées que sur des sujets décédés dans le service du médecin ou du chirurgien qui y procédera.

ART. 3. — Les professeurs de clinique et les chirurgiens dans les hôpitaux et hospices pourront procéder, sauf les cas prévus par l'article suivant, à l'ouverture des corps des personnes décédées dans leurs divisions respectives, mais ils ne devront pas se livrer aux travaux de dissection.

ART. 4. — Les corps réclamés par les familles ne pourront être ouverts lorsqu'elles auront formellement et spontanément exprimé au directeur de l'établissement le vœu qu'il ne soit pas procédé à leur autopsie. Cette opposition

sera immédiatement mentionnée sur le registre de destination des corps.

Cette opposition des familles ne sera du reste que sans préjudice du droit réservé à l'administration de faire procéder à l'autopsie des corps dans les cas où elle serait obligée par l'intérêt public.

Dans ces diverses circonstances, les chefs de service déclareront par écrit, en marge de l'opposition des parents quelles sont les causes pour lesquelles ils estiment qu'il doit être procédé à l'autopsie malgré l'opposition des parents et que les autorisations nécessaires doivent être en conséquence réclamées.

Pour l'obtention de ces autorisations, sur l'avis qui lui en sera immédiatement donné par le chef de l'établissement il en sera référé par un des membres de la Commission administrative au Procureur de la République dans les cas où la justice devra en connaître, et pour ce qui intéresse la santé publique à M. le Préfet de Police chargé de veiller à tout ce qui pourrait y porter atteinte.

ART. 5. — Les médecins des hôpitaux et hospices qui ne sont pas professeurs de clinique de la Faculté de médecine ne pourront, pendant la durée des travaux d'anatomie dans les amphithéâtres d'anatomie et de dissection, faire l'autopsie que du tiers des personnes décédées dans leur salle, en se conformant toutefois, pour les corps réclamés, aux dispositions de l'article précédent.

Les corps qui seront rendus aux familles ne compteront pas dans ce tiers réservé à MM. les Médecins pour les autopsies.

ART. 6. — Les autopsies ne pourront être faites que vingt-quatre heures après le décès.

ART. 7. — On se bornera autant que possible à l'exploration des organes dont l'étude paraît indispensable.

MM. les Médecins n'oublieront pas non plus que les plus hautes convenances leur imposent le devoir de veiller à ce que cette opération soit toujours faite avec la plus grande décence. Aucune partie des corps ne pourra être emportée, sauf toutefois le cas où, l'autopsie ayant été demandée par ordre du Procureur de la République ou de

M. le Préfet de Police, ainsi qu'il est dit à l'article 4, le praticien jugerait la représentation d'organes nécessaire dans les investigations ultérieures.

Afin de ne pas poursuivre une énumération de textes qui deviendrait fastidieuse, nous allons, dans l'ordre un peu arbitraire des articles précités, suivre chacun des points étudiés dans leur évolution jusqu'à l'actuel règlement du Service de Santé de l'Assistance publique de Paris.

Interdiction des dissections

Aucune modification n'interviendra et les seuls lieux autorisés de dissection demeureront les salles de l'hôpital de La Pitié. (Cf. l'art. 74 du règlement de 1928.)

Mais, à cette question s'est jointe celle de l'envoi des corps aux salles de dissection ; l'article 73 du dernier règlement indique que « les corps non réclamés sont conservés, mais jamais au-delà d'un délai de 72 heures (circulaire du 29 novembre 1897), pour les amphithéâtres de la Faculté et de l'Administration. »

Salles d'autopsie

Il existe maintenant encore une salle d'autopsie dans chaque établissement hospitalier (art. 74).

Qui peut faire l'autopsie?

En 1842, le chef de service devait opérer lui-même ou du moins assister à l'opération. Cette règle a subsisté jusqu'à une date toute proche, mais le 14 janvier 1936,

l'Administration a décidé que les autopsies pourraient être faites « par les élèves internes ou externes préalablement autorisés par le chef ou l'assistant du service ». La plus grande libéralité a donc triomphé en cette matière.

Quels corps peuvent être autopsiés?

Plusieurs conditions doivent être réalisées :

Première condition. — Le malade doit être décédé dans le service de l'opérateur. C'est une règle de police intérieure qui a pour but d'éviter les contestations entre médecins d'un même hôpital.

Deuxième condition. — Le malade doit avoir été admis vivant à l'hôpital. Il arrive souvent en effet qu'on conduise à l'hôpital des blessés qui meurent en route. Deux solutions s'offrent à l'arrivée à l'hôpital : ou conduire le mort à l'Institut médico-légal (s'il s'agit d'un accident de la voie publique ou d'un crime) ou diriger le cadavre sur l'amphithéâtre de l'hôpital, mais sans pratiquer les formalités ordinaires de l'admission. Dans ce dernier cas, même si le corps n'est pas réclamé par la famille et s'il n'y a pas opposition, l'autopsie est impossible. Le corps n'est pas admis, il n'est pas soumis au règlement de l'hôpital. L'amphithéâtre de l'hôpital constitue ici juridiquement et intellectuellement, un établissement indépendant qui pourrait être considéré comme une annexe de l'institut médico-légal auquel il est préféré pour de simples raisons pratiques.

La méconnaissance de ce principe a donné naissance à l'affaire « Pastre contre Hospices civils de Lyon » (1).

(1) Cour d'appel de Lyon, 17 juin 1896, D. P. 98. II, 164.

L'arrêt de la Cour d'appel de Lyon qui réformait un jugement du Tribunal civil de cette même ville est intéressant non seulement parce qu'il donne une consécration jurisprudentielle au principe que nous énonçons plus haut, mais parce qu'il précise le moment où l'on peut considérer le malade comme « admis », c'est-à-dire le moment où il commence à être soumis aux règlements de l'hôpital.

La femme Pastre, trouvée dans la rue agonisante, est conduite à l'hôpital; elle meurt en arrivant, à un moment qui n'a pas été exactement précisé, mais sûrement avant d'avoir été couchée dans un lit. Le corps est porté à l'amphithéâtre et l'administration hospitalière laisse pratiquer l'autopsie. Le mari l'apprend et réclame des dommages-intérêts.

Voici les considérants de la Cour :

LA COUR. — Considérant qu'aux termes de l'article premier du règlement des Hospices civils de Lyon, régulièrement approuvé par le préfet du Rhône, ce sont seulement les corps des personnes décédées à l'hospice qui peuvent être autopsiées; que la même solution devrait être donnée en l'absence de règlement (1); qu'il est bien évident que l'administration des hospices ne peut avoir aucun droit sur les corps des personnes qui sont décédées hors de ses établissements.

Considérant que les hospices produisent aux débats une pièce émanée d'eux et intitulée « état-civil » de la femme Pastre; que cette pièce, après avoir mentionné deux précédents séjours qu'elle avait faits à l'hospice, se termine par ces mots : « Et une troisième fois, le 16 juin, morte en arrivant ».

(1) Ceci est la conséquence du principe de droit commun qui s'impose à toutes les administrations hospitalières et suivant lequel, le but même de l'institution des hospices étant la guérison des malades, elles ne peuvent ni recevoir des personnes décédées, ni à plus forte raison prétendre à aucun droit sur leur corps.

Considérant qu'en acceptant comme rigoureusement exactes les énonciations de cette pièce, les hospices n'auraient pas eu pour cela le droit de faire ou de laisser procéder à l'autopsie, que le décès de la femme, survenu avant qu'elle ait reçu aucun soin, avant qu'elle ait été admise dans une salle, couchée dans un lit, n'est évidemment pas le décès auquel se réfère le règlement, que les hospices ont pour mission de recevoir les malades dont on peut espérer la guérison, qu'ils n'acceptent pas les malades incurables qu'à plus fortes raisons ils n'ont pas pour mission de recevoir et de garder les corps des personnes décédées; que les fonctionnaires de l'hospice auraient dû, en pareil cas, refuser le corps de la femme Pastre, qui eut été reporté au domicile de son mari (1).

Mais considérant que la pièce susdite n'est même pas exacte,

Considérant en effet qu'en suite des plaintes et des démarches de Pastre, il a été procédé à une enquête administrative et que les pièces en résultant ont été produites aux débats, que l'interne de service au moment où la femme Pastre fut apportée a fait la déclaration suivante : « Quand les porteurs sont arrivés avec cette femme, je l'ai examinée et elle m'a paru ne donner aucun signe de vie. En conséquence, je l'ai fait porter directement au dépôt. Sur le registre d'entrée je n'ai pas mentionné l'arrivée de la femme dont il s'agit, car sur ce registre on n'inscrit que les personnes vivantes » ; que le commissaire de police enquêteur ajoute lui-même qu'il s'est fait représenter ce registre d'entrée et qu'il a constaté qu'effectivement la femme Pastre n'y figurait pas.

Considérant, qu'on ne saurait, comme le tribunal l'a fait, établir une différence entre la mort réelle et la mort considérée au point de vue des règlements des hospices, en se basant sur ce que l'interne ne prendrait que des décisions provisoires; qu'en admettant même le caractère provisoire du diagnostic de l'interne, il n'en resterait pas

(1) En fait elle n'aurait pas été conduite au domicile du mari, mais bien plutôt à la morgue, puisqu'elle avait été trouvée sur la voie publique.

moins vrai que ce diagnostic étant confirmé postérieurement par le médecin de service, serait devenu définitif à ce moment et que la femme Pastre devrait être considérée comme ayant été apportée morte à l'hospice. Mais considérant qu'on ne saurait admettre que la décision prise par l'interne ait un caractère provisoire, alors qu'il faisait transporter immédiatement la femme Pastre dans le dépôt où l'on place les cadavres décédés à l'hospice.

Considérant que l'administration des hospices a donc violé son règlement et commis une faute en autorisant l'autopsie de la femme P. dans de telles conditions.

Que quelques puissent être les privilèges que l'on accorde à la science à raison du but élevé et utile auquel elle tend, on ne saurait autoriser personne à violer, en son nom, les droits les plus sacrés des citoyens, notamment celui de faire respecter les volontés dernières de leurs proches.

Considérant que Pastre doit-être cru quand il affirme que sa défunte femme lui avait maintes fois manifesté l'horreur et la crainte que lui inspirait la pensée qu'elle pourrait être autopsiée après sa mort.

Qu'au surplus il suffit que l'autopsie pratiquée sans droit sur sa femme ait froissé ses sentiments personnels, son désir de faire préserver de toute atteinte le corps de celle qu'il venait de perdre, pour qu'il ait subi un préjudice moral dont il lui est dû réparation. Considérant qu'en raisons des motifs ci-dessus il est inutile de rechercher si Pastre avait manifesté d'une façon formelle sa volonté. Considérant toutefois qu'il résulte de l'enquête que l'autopsie a été faite dans des conditions aussi convenables que possible. Que c'est bien le corps de sa femme que P. a pu accompagner au cimetière et non un amas de débris humains.

Pour ces motifs condamne...

Troisième condition. — Absence d'opposition.

Depuis 1842, la position de l'Administration n'a pas varié : dans la majorité des cas le consentement des familles n'est pas exigé, on se contente d'une abstention :

la non-opposition (1). Un certain nombre de questions annexes se posent cependant qui ont été précisées par des circulaires postérieures, et tout d'abord :

Qui a le droit de faire opposition? Il a fallu préciser le sens du mot *famille*. Une circulaire du 31 août 1850 reprise dans le règlement de 1928 (article 75, 2°) déclare que « les oppositions aux autopsies ne seront recevables que de la part des ascendants et descendants en ligne directe, de l'époux survivant, des frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces. »

Cet énumération a le défaut :

1° De ne pas faire allusion à la volonté clairement manifestée par le malade avant sa mort, oralement ou par écrit, volonté qui devrait primer tout autre avis.

2° De ne pas fixer l'ordre dans lequel on doit considérer les affections des survivants. En effet, il est de coutume constante, suivant en cela le droit des funérailles, de placer au premier rang l'avis du conjoint survivant, qui est présumé (à moins de circonstances particulières) avoir été le dépositaire des dernières volontés du défunt. Cette énumération est donc simplement limitative, en ce sens qu'elle exclut les cousins et les amis; elle ne fixe pas l'ordre des

(1) Néanmoins, un arrêté du 15-27 Mai 1844 a décidé qu'à l'Institution Ste-Perrine les autopsies ne pourraient avoir lieu qu'avec l'assentiment des familles.

Il en est de même à la Maison municipale de Santé où les autopsies n'ont lieu qu'avec l'assentiment des familles, et si les malades décédés sont sans famille, avec l'assentiment du Directeur de l'établissement qui en rend compte au Directeur général.

Ces deux mesures ne sont pas de véritables exceptions, elles dérivent du caractère spécial de ces établissements qui ne sont pas des hôpitaux ordinaires, mais pour St-Perrine, une maison de retraite et pour la Maison municipale de santé une clinique à tarif réduit.

affections pour lequel on suit les règles du droit des funérailles.

En cas de contestation entre parents, ou lorsque des circonstances spéciales apparaissent qui semblent de nature à justifier une modification à l'ordre légal, il est préférable pour les directeurs d'hôpitaux de porter la question devant les tribunaux et de saisir le Président du Tribunal civil d'un référé d'heure à heure.

Initiative de l'opposition. — Le règlement de 1842 reprenant un terme de la lettre ministérielle qui l'avait précédé (1), précisait que l'opposition devait être « formellement et spontanément exprimée ». Le rôle de l'Administration devait-il donc être purement passif et, se fondant sur le fait que nul n'est censé d'ignorer la loi, l'existence même de la faculté d'opposition devait-elle être célée aux familles? Ce caractère spontané et libre de l'opposition ayant été diversement entendu par les directeurs d'établissements hospitaliers une circulaire ministérielle du 15 juillet 1850 vint leur rappeler l'esprit dans lequel le règlement avait été conçu. Elle dit notamment :

« Vous devez toujours laisser les familles à leur spontanéité et vous abstenir de provoquer leur opposition à l'autopsie cadavérique. Il est même à propos que vous vous efforciez au besoin d'exercer sur leur détermination une légitime influence en leur faisant comprendre que les investigations médicales sont autant dans leur propre intérêt et dans celui de l'humanité, que dans celui de la science. Insister avec mesure, mais sans rien exiger ni im-

(1) Cf. plus haut, p. 99 et sqs.

poser, sera souvent le moyen de vaincre des résistances irréflechies et de faire prévaloir le conseil de la raison. »

Forme de l'opposition. — L'opposition doit être formulée par écrit (art. 75, 2°, du règlement de 1928). Cette obligation a été instituée par une circulaire du 3 juin 1892 (1).

Il s'ensuit que la simple déclaration verbale au médecin ou au personnel de la salle d'hospitalisation ne suffit pas à constituer opposition. Cette condition de validité a donné lieu à un jugement du Tribunal de Montpellier en date du 11 janvier 1878.

La veuve P. étant décédée à l'hôpital de Montpellier, ses parents constatèrent au moment de l'enterrement que l'autopsie avait été pratiquée. Ils protestèrent et affirmèrent que, dès le décès, ils avaient prévenu la sœur infirmière qu'ils réclamaient le corps et assignèrent le professeur E... en dommages-intérêts.

Voici les attendus du jugement de rejet :

Attendu qu'il y a toujours été admis, conformément à l'édit du mars 1707, que les corps des personnes décédées dans les hospices où elles recevaient des soins gratuits, pouvaient et devaient être mis, par la Commission de l'hospice, à la disposition des professeurs et démonstrateurs pour l'étude de la chirurgie anatomique.

Attendu, sans doute, que, dans l'exercice de ce droit, les Commissions administratives doivent concilier l'intérêt du progrès de l'art médical avec les égards dus aux désirs légitimes des familles d'inhumer elles-mêmes les corps de leurs parents, sans qu'ils aient fait l'objet d'une autopsie, mais que pour régler cette partie du service, la Commission des hospices, à défaut d'un règlement s'appliquant

(1) Dans la pratique, la famille qui désire former opposition se borne à émarger le carnet spécial qui est mis à sa disposition au bureau d'admissions.

aux malades de toutes catégories, a cru devoir étendre aux malades ordinaires un règlement approuvé par le Ministre de l'Intérieur, mais ayant trait exclusivement à l'établissement d'aliénés, qu'en cela elle n'a fait qu'user de son droit.

Attendu que les demandeurs ne se sont pas soumis à ce règlement, que, dès lors, ils ne peuvent se plaindre qu'il ait été procédé à l'autopsie,

Attendu, surabondamment, que même abstraction faite de ce premier motif, on ne saurait admettre l'action en dommages-intérêts formée contre le professeur E..., qu'en effet l'articulation contenue dans les conclusions du demandeur se borne à alléguer qu'ils auraient prévenu la sœur infirmière qu'ils réclamaient le corps de la défunte; que ce fait, fut-il établi, ne saurait engager la responsabilité du professeur E..., quand rien n'indique, et que l'on n'articule même pas, que l'avis donné lui ait été transmis (1).

Portée de l'opposition . — L'opposition exprimée par écrit rend l'autopsie impossible. Telle est la règle. Cependant le règlement de 1842 prévoyait nommément les exceptions commandées par la médecine légale et celles que prescrivait le souci de la santé publique et de l'hygiène sociale. Ces exceptions ont disparu du règlement actuel, mais, comme elles découlent de principes généraux imprescriptibles, elles n'en sont pas moins toujours valables en principe.

Les chefs de service peuvent donc demander qu'il soit passé outre à l'opposition des familles. La demande doit être adressée au Préfet de police, et mention doit être portée sur le carnet d'opposition ou registre de destination des corps.

(1) Tribunal Civil de Montpellier, 11 janvier 1878, rapporté au journal *Le Droit* du 14 Avril 1878, avec une note.

Il faut ajouter cependant que les demandes sont peu fréquentes. Le plus souvent les chefs de service qui, en présence d'une opposition, désirent vivement pratiquer une autopsie convoquent la famille et la prient de lever volontairement l'opposition en lui donnant les raisons de leur démarche.

Délai de l'opposition. — L'autopsie ne pouvant être pratiquée que 24 heures après la déclaration du décès, il s'ensuit que la famille a également 24 heures pour former opposition. Mais ce délai n'est pas rigoureux, et l'opposition est valable tant qu'en fait l'autopsie n'est pas commencée.

Opposition d'office. — Elle existe dans trois cas :

1° *Mort violente ou suspecte* : Le directeur averti par le chef de service, doit prévenir le Commissaire de police qui en réfère au Parquet; en même temps il forme opposition d'office. On retombe, dès lors, dans le domaine de l'autopsie judiciaire (1); nous savons que le procureur ou son substitut peuvent ordonner une autopsie, mais eux seuls peuvent lever l'opposition d'office, en délivrant le permis d'inhumer.

2° *Décès d'anciens combattants réformés de guerre* : Une circulaire du 28 octobre 1930, est venue régulariser une pratique qui s'était instituée pendant la guerre (2).

(1) Cf. plus haut, p. 56 et sqs.

(2) Circulaire aux Directeurs d'établissements :

Dans la plupart des hôpitaux, il est actuellement d'usage de faire, même en l'absence des familles, une opposition d'office à l'autopsie des corps des réformés de guerre.

Monsieur le Ministre des Pensions vient de me faire connaître qu'approuvant les raisons de convenance qui ont jusqu'à présent guidé l'Administration, il estime que, malgré tout l'intérêt scientifique que

Par respect pour la dépouille des blessés de la guerre (1), comme pour réserver les droits de l'autorité militaire en cas de contestation ultérieure, le ministre des Pensions a invité les administrations hospitalières à s'opposer d'office à l'autopsie des corps des réformés de guerre, titulaires d'une pension délivrée en conformité de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919.

3° *Malades musulmans* : Depuis la guerre, le nombre des musulmans en résidence en France a considérablement augmenté; à Paris, leur nombre atteignait, en 1925, 50.000. Etant donné que leur religion considère comme un sacrilège l'ouverture du corps humain, il a fallu prévoir, en leur faveur, des exceptions au régime légal de l'autopsie. On ne pouvait en effet se contenter de la faculté d'opposition laissée à la famille, car, le plus souvent, il s'agissait de travailleurs isolés qu'aucune famille n'avait suivis dans la métropole.

présentent les autopsies, les corps des réformés de guerre décédés dans les hôpitaux ne doivent pas vous être soumis. En effet, la situation générale de ces malades justifie une dérogation aux règles habituellement suivies non seulement par respect, mais encore en raison des interventions ultérieures de l'autorité militaire auxquelles le décès peut donner lieu.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir continuer comme par le passé à vous opposer, au nom de l'Administration, même en l'absence d'une intervention des familles, à l'autopsie des réformés de guerre décédés dans votre établissement.

(1) Cette question est suivie de près par les organismes (Sociétés, amicales, etc...) d'anciens combattants qui n'hésitent pas à déclancher des campagnes de presse s'ils constatent une infraction au régime institué en faveur de leurs membres.

L'interdiction de pratiquer l'autopsie des réformés de guerre est complétée par l'interdiction de disséquer leurs corps, c'est-à-dire, en cas de silence de la famille, d'envoyer les corps aux amphithéâtres de la Faculté ou des hôpitaux. Ils doivent être inhumés aux frais de l'Administration.

Depuis 1920, l'Assistance Publique avait décidé de prévenir l'imam parisien des décès des musulmans survenus dans les établissements, lui laissant ainsi l'initiative de l'opposition. Il fut ainsi fait jusqu'en 1927; mais cette solution avait l'inconvénient d'obliger à une démarche supplémentaire lors de chaque décès, sans avoir l'avantage de respecter la règle, puisque, d'une part, l'opposition ainsi provoquée n'était pas spontanée, et que, d'autre part, l'imam ne faisait pas partie de la famille du mort.

C'est pourquoi, le 6 janvier 1927 (1) une circulaire vint prescrire qu'une opposition d'office serait faite à l'autopsie de tous les malades musulmans décédés dans les hôpitaux parisiens.

Depuis, un hôpital, dit franco-musulman, a été construit à Bobigny (2) où devaient être dirigés tous les malades musulmans de la région parisienne. Mais, en partie parce que cet hôpital s'est révélé trop petit, en partie

(1) Circulaire aux directeurs d'établissements :

Ainsi que vous le savez, les pouvoirs publics se préoccupent de donner aux travailleurs originaires de l'Afrique du Nord toutes facilités pour l'observation de leurs usages religieux.

C'est pour répondre à cette préoccupation que, par deux circulaires antérieures, l'Administration vous a prescrit de prévenir de tous les décès de malades musulmans, survenus dans votre établissement l'imam X...

Au moment où le nombre des Nord-Africains en résidence à Paris s'accroît de jour en jour, il est évidemment nécessaire d'observer rigoureusement ces prescriptions si nous voulons éviter des incidents de nature à avoir une fâcheuse répercussion, non seulement à Paris, mais aussi dans les Colonies françaises.

Aussi ai-je décidé qu'à l'avenir les prescriptions des circulaires précitées seraient complétées par la suivante : vous devrez désormais, au nom de l'Administration vous opposer, même en l'absence d'une intervention de l'imam, de parents ou amis à l'autopsie des malades musulmans décédés dans votre établissement.

(2) Ouvert en 1934.

parce qu'un préjugé peu fondé a poussé les intéressés à demander qu'on revienne à l'ancienne règle, on hospitalise de nouveau des musulmans dans les établissements de l'Assistance publique. La réglementation que nous avons indiquée conserve donc tout son intérêt.

Quatrième condition. — Règle du tiers.

Afin d'assurer aux pavillons de la Faculté et à l'amphithéâtre des hôpitaux, un nombre suffisant de corps pour les travaux de dissection des étudiants, on a limité le droit d'autopsie des médecins et chirurgiens des hôpitaux au tiers des cadavres des malades décédés dans leurs services et non réclamés par les familles. Pour pouvoir être autopsiés le corps doit-être compris dans ce tiers autorisé. Cette condition ne s'applique pas aux professeurs de clinique (1). On calcule cette proportion de la façon suivante : parmi les corps non réclamés, $\frac{2}{3}$ sont destinés aux amphithéâtres de dissection, $\frac{1}{3}$ est réservé aux chefs de service. Mais cette condition n'est exigée que pendant la durée des travaux d'anatomie (semestre d'hiver).

Délimitation des droits de l'opérateur

Il ne s'agit pas ici de pénétrer dans les détails techniques de l'autopsie, mais seulement d'une sorte de pré-

(1) Ceci s'explique aisément puisque l'enseignement des professeurs de clinique, bien que s'exerçant dans les hôpitaux, est compris dans le programme des études de la Faculté et peut être suivi par tous les étudiants. Il n'y a donc pas lieu de la limiter au profit d'une autre partie de ce même enseignement.

caution oratoire que l'Administration a jugé prudent de prendre. Le règlement de 1842 invoquait la décence qui devait, disait-il, présider aux autopsies. Le règlement actuel est plus objectif en déclarant qu'on « se bornera, autant que possible, à l'exploration des organes dont l'étude paraît indispensable. L'exploration terminée, les organes qui en auront été l'objet devront être rétablis à leur place; en ce qui touche les corps réclamés par les familles, les différentes parties incisées seront, en outre, réunies et cousues, de manière à rendre au corps, aussi complètement que possible, les formes qu'il présentait avant l'ouverture. Cette opération sera faite, sous la surveillance et la responsabilité de l'interne attaché au service du chef qui aura procédé à l'autopsie.

Prélèvements d'organes

Le prélèvements d'organes est, en principe, formellement interdit. C'est une circulaire du 12 février 1868, complétée par deux autres textes du 6 mars 1869 et du 20 janvier 1900, qui a prévu une procédure permettant aux chefs de service de prélever certains organes après autopsie. Le règlement actuel (art. 75, 7°) s'exprime ainsi : « Aucun organe, ou pièce anatomique, ne peut être enlevé sans une autorisation spéciale du Directeur général de l'Administration. Chacune de ces autorisations doit faire, de la part des chefs de service, l'objet d'une demande écrite et motivée qui est transmise pour suite au Directeur général par les soins du Directeur de l'établissement. »

b) Les règlements généraux

En rédigeant les règlements généraux, dits règlements-types, applicables à toute une série d'établissements de même nature, les pouvoirs publics ont eu en vue :

1° D'unifier dans une certaine mesure l'organisation et le fonctionnement de ces établissements ;

2° De porter à la connaissance des intéressés les dispositions qu'une expérience fructueuse avait consacrées sur un point donné du territoire.

Ils ont donc un double rôle d'information et de normalisation.

Mais il ne faut pas aller trop loin dans une voie qui risquerait de conduire à une administration trop rigide et qui ne s'adapterait pas suffisamment aux particularismes locaux. Les défauts bien connus de la centralisation excessive ne manqueraient pas d'apparaître, si ces règlements-types entendaient fixer les grandes lignes comme les plus petits détails. Aussi ne constituent-ils qu'un plan directeur, une énonciation de principes, laissant à l'Administration locale le soin de compléter en tenant compte des conditions particulières de fonctionnement (configuration géographique, coutumes, ressources, etc..).

Le premier de ces règlements généraux parut en 1840. Il était assez court et ne s'est pas occupé de la question de l'autopsie.

Lorsqu'à la fin du XIX^e siècle, on entreprit une nouvelle rédaction, on remarqua cette lacune et l'on s'empessa de la combler.

Entre temps, avait été promulguée la loi du 7 août 1851 dont l'article 8 prescrit aux préfets d'approuver les règle-

ments de service, tant intérieur qu'extérieur, des établissements hospitaliers. Il fallait donc donner à ces hauts fonctionnaires des directives plus précises qui leur permettent de ne donner l'approbation gouvernementale qu'à bon escient.

C'est le chapitre VII du règlement intérieur type qui traite de l'autopsie, L'art. 43 s'exprime en ces termes (1) :

Lorsque les corps sont réclamés par les parents, ils leur sont rendus.

Lorsqu'il n'y a pas d'opposition de la part des familles, l'autopsie pourra être pratiquée dans un but scientifique, sur avis conforme du corps médical, à la condition que cette autopsie soit pratiquée dans une salle aménagée à cet effet et distincte de la salle mortuaire.

Le décès devant être notifié immédiatement, et, d'autre part, l'autopsie ne pouvant être pratiquée avant 24 heures à compter du décès, les familles auront le temps nécessaire pour mettre opposition à l'autopsie, si elles le jugent convenable; l'opposition est d'ailleurs recevable tant que l'autopsie n'est pas commencée. Les droits de l'autorité judiciaire sont, bien entendu réservés, ainsi que ceux de l'autorité préfectorale (2).

Le texte est sommaire, mais il contient l'essentiel de la matière : rappel du délai de 24 heures, règle de la non-opposition, conditions d'exercice de l'opposition, réserve des droits de l'autorité.

Les solutions sont conformes aux règles qui ont été exposées dans la section précédente; elles n'en sont guère que la codification.

(1) B. O. du Ministère de l'Intérieur, année 1900, p. 241 et sqs. Circulaire du 15 décembre 1899.

(2) Il s'agit des droits exercés par le préfet comme autorité chargée de veiller sur la santé publique : cf. plus haut, p. 103.

Le préambule de la circulaire indique en effet qu'on « s'est inspiré de la pratique actuelle et des prescriptions déjà admises en cette matière par les règlements de plusieurs établissements hospitaliers des grandes villes » (1). Il faut entendre par là surtout Paris et Lyon.

(1) Cf. note (1) de la page précédente.

Conclusion

Naturellement désagréable à l'homme, l'autopsie à long-temps été combattue par les religions. Mais, comme elle était indispensable au progrès des sciences, elle n'a pu indéfiniment être écartée.

Elle s'est d'abord développée en marge des lois, subissant la réprobation publique. Puis, ayant trouvé dans les gouvernements un appui faible qui s'affermi ensuite, elle prit de jour en jour plus d'audace pour enfin répondre entièrement aux besoins qui l'avaient fait naître.

Dans le premiers tiers du XIX^e siècle, on assiste aux dernières difficultés. Reconnue et règlementée par la loi, l'autopsie contenue dans des limites raisonnables est admise de plus en plus largement par les diverses classes de la société.

En 1834, le droit d'autopsie paraît à peu près fixé. Les points de friction avec l'opinion publique ont été réduits au minimum et pour ainsi dire éliminés.

Cela ne signifie pas que la législation ne doive plus jamais se modifier. Il est même probable qu'elle poursuivra son évolution dans le sens que nous avons montré. Elle est en effet intimement liée à l'état de l'opinion publique qui est toujours en mouvement, qui ne peut se cristalliser.

Mais c'est précisément ce qui, à nos yeux, constitue l'intérêt de ce sujet : il ne se laisse pas clore; on ne peut l'emprisonner dans tel ou tel classement. Droit pénal, droit administratif, droit civil, chaque discipline a apporté son tribut. Sans nous arrêter à une trop facile opposition de mots, nous dirons que le droit d'autopsie est une question vivante; il tire de la vie cette incertitude, ce caractère mouvante qui caractérise l'homme et ses contradictions. La rigueur de la loi a dû s'assouplir pour lui. Mieux qu'aucune autre, peut-être, l'étude de cette question met en valeur l'interdépendance de notions trop souvent séparées artificiellement. Elle dénonce l'erreur qui consiste à repousser au nom de la morale ce qui est réclamé au nom de la science, et ce combat à coups d'entités, qui ne nuit, en dernier terme, qu'à l'homme lui-même. Elle montre, enfin, le rôle conciliateur du droit, sa nature éminemment souple, intelligente, pacificatrice, en un mot, humaine.

VU :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU :

Le Président de la Thèse,

H. DONNEDIEU DE VABRES.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

A. ROUSSY.

Bibliographie

Codex legum antiquior, Linden (1615).

Deuteronomie, XXI.

Ramayana. — *Le Ramayana au point de vue religieux, philosophique et moral*, par Ch. SHOEEL.

ARISTOTE. — *Historia animalium*, trad. J. Barthélemy Saint-Hilaire, Paris, 1883.

DEMOCRITE. — *Le Caméléon*.

— *Doctrines philosophiques et réflexions morales*, par Maurice Solovine, Paris, 1928.

DIACLÈS CARYSTEUS. — *De morborum praesagiis et eorumdam extemporaneis remediis*, 1592.

HERODOTE. — *Histoire*, trad. par Ph. Legrand. Edit. « Les Belles Lettres », Paris, 1932.

CELSE. — *De Medicinae*, texte établi par Ch. Daremberg, Lipsia, 1891.

GALIEN. — *De partium corporis humani*. Nicola Regio interprete.

GALIEN. — *Œuvres anatomiques, physiologiques et médicales*, traduites par Ch. Daremberg, 1854.

GERIKE. — *Programma in quo inspectionem cadaveris in homicidio apud Romanos olim in usu fuisse ostenditur*.

TERTULIEN. — *De anima*.

FALLOPIO (Gabriel). — *Le livre des tumeurs*, Venise, 1563.

MUNDINI DE LUZZI. — *Anatomia*, Gebennae, 1519.

RIOLAN (Jean). — *Opuscula nova anatomica*,

- APPLETON et SALAMA. — *Le Droit médical*, Paris, 1931.
- BAILEY. — *Journal d'un résurrectionniste*.
- BALTHAZARD. — *Les morgues parisiennes et l'Institut médico-légal de Paris*.
- BEUDANT. — *Mélanges*, 1863.
- BOSSU (Louis). — *Médecins experts et médecine légale au quatorzième siècle*.
- BRIAND et CHAUDE. — *Manuel de médecine légale*, 10^e édit., 1880.
- CASTIGLIONI. — *Histoire de la médecine*, Paris, 1931.
- CHAUVET. — *La philosophie des médecins grecs*.
- COLIN (Pierre). — *Le Droit à l'autopsie*, thèse méd., Paris, 1927.
- DESMAZES. — *Histoire de la médecine légale en France*, Paris, 1880.
- DUJARDIN. — *Histoire de la chirurgie*, Paris 1774-1780.
- DURIEU et ROCHE. — *Répertoire*, tome II.
- FRANKLIN. — *Les chirurgiens*.
- GRASSET. — *Histoire de la médecine*, Rouen, 1922.
- HILL BURTON. — *Aberdeen Doctors*.
- LACASSAGNE. — *Précis de médecine légale*, 2^e édit., Paris, 1909.
- LOEB. — *Historique de l'autopsie*, thèse méd., Strasbourg, 1924.
- LONSDALE. — *La vie du docteur Knox*.
- MARTIN (Emile). — *Funérailles et sépultures*.
- MARTIN (Etienne). — *Précis de médecine légale*, Paris, 1932.
- MASSABIAU. — *Manuel du Ministère public*, 5^e édit, V^e Autopsie.
- MEUNIER (Dr J.-L.). — *Histoire de la médecine*, Paris, 1924.
- OLIVIER MARTIN. — *Cours d'histoire du Droit*, doctorat, 1935.
- ORFILA. — *Leçons de médecine légale*.
— *Mémoires inédits*.
- ORTOLAN. — *Origines de la médecine légale en Europe*.
- PAILLERON (M.-L.). — *L'Affaire de West-Port*, Paris, 1937.
- PETRAKAKOS. — *Les morts dans le Droit*.
- PORTAL. — *Histoire de l'anatomie et de la chirurgie*, Paris, 1770.

QUESNAY. — *Histoire de l'origine et des progrès de la chirurgie en France*, Paris, 1749.

ROUX. — *Le droit en matière de sépulture*.

THOINOT. — *L'autopsie médico-légale*, 1910.

TOURDES. — *Dictionnaire des Sciences médicales*, V.
Autopsie.

TOPLY. — *Histoire de la chirurgie*.

Archives de l'Assistance Publique de Paris.

Archives de la Faculté de Médecine de Paris.

Bulletin du Ministère de l'Intérieur.

Recueil des Ordonnances des Rois de France.

Recueil des arrêtés de la police parisienne.

Revue de législation française et étrangère.

Annales d'hygiène et de médecine légale.

Anfaüge der Medezin.

La Gazette des Tribunaux.

Le Droit.

DALLOZ. — *Jurisprudence générale*.

— *Recueil hebdomadaire*.

Revue hospitalière de France.

Revue de Biologie appliquée.

Gazette hebdomadaire.

TABLE DES LOIS, ÉDITS, DÉCRETS, ORDONNANCES, ARRÊTÉS,
CITÉS DANS CET OUVRAGE

I. DROIT ROMAIN

Edit de Milan (315), p. 23.

II. DROIT CANON

Decretum de sepultaris, Boniface VIII (1300), p. 29.

III. ANCIEN DROIT

Décret de Frédéric II (1250), p. 28.

Constitution Caroline (1532), p. 60.

Décret du gouvernement de Saxe (1706), p. 61.

Lettres patentes de Godefroy de Bouillon (1073), p. 58.

Lettres patentes de Philippe le Hardi (mai 1278), p. 59.

Ordonnance de Louis d'Anjou (1376), p. 31.

Lettres patentes de Charles VI (1396), p. 31.

Edit de Valence du 30 août 1536, p. 61.

Ordonnance criminelle de 1670, p. 62.

Ordonnance criminelle de 1692, p. 62.

Edit de mars 1707, pp. 97, 113.

Edit de septembre 1724, p. 38.

Lettres patentes de 1743, p. 38.

Edit du 3 février 1754, p. 97.

Ordonnance du 15 mars 1754, p. 97.

Arrêts du Parlement de Paris :

1582, p. 36;

25 novembre 1615, p. 36 ;

1691, p. 77.

Recueils :

Assises de Jérusalem, p. 59;

Assises et arrêts de Normandie, p. 59.

Coutume de Paris, p. 59.

Coutume du Maine, p. 59.

IV. DROIT INTERMEDIAIRE

Loi du 14 Frimaire an III, p. 71.

Code criminel de Brumaire an IV, p. 62.

Arrêté du Directoire du 5 Vendémiaire an XII, p. 98.

Ordonnance du 14 Messidor an XII, p. 86.

V. DROIT ACTUEL

Code civil, art. 77 et 81, pp. 64, 87.

Code d'Instruction criminelle : art. 32 et 43, p. 66; art. 44, p. 67; art. 46, p. 66; art. 235, pp. 68, 76; art. 236, p. 69; art. 268, p. 69, 76.

Loi du 10 décembre 1850, p. 90.

Loi du 7 août 1851, p. 120.

Loi du 30 novembre 1892, pp. 68, 71, 75.

Loi du 15 juillet 1893, p. 94.

Loi du 9 avril 1898, p. 70.

Loi du 22 mars 1902, p. 70.

Loi du 30 mars 1902, pp. 89, 90, 91.

Loi du 31 mars 1919, p. 114.

Décret-loi du 30 octobre 1935, p. 94.

Décret du 21 novembre 1893, pp. 75, 76.

Décret du 10 avril 1906, p. 75.

Décret du 22 juin 1924, p. 75.

Décret du 15 avril 1919, p. 89.

Décret du 15 mars 1928, pp. 90, 91.

Ordonnance du 15 octobre 1813, p. 98.

Ordonnance du 11 janvier 1815, p. 98.

Ordonnance du 25 novembre 1834, pp. 99, 104.

Ordonnance du 6 septembre 1839, pp. 87, 88.

Circulaire ministérielle (Intérieur), 1840, p. 120.

Circulaire ministérielle (Intérieur), 15 décembre 1899, p. 121.

ORDONNANCES, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES
DU CONSEIL GÉNÉRAL DES HOSPICES ET DE
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE
DE PARIS

- Ordonnance du 3 décembre 1834, p. 99.
Arrêté du 10 novembre 1841, pp. 99, 101.
Arrêté du 6 avril 1842, pp. 104, 112, 114, 119.
Arrêté du 15-27 mai 1844, p. 111.
Circulaire du 15 juillet 1850, p. 112.
Circulaire du 31 août 1850, p. 111.
Circulaire du 12 janvier 1868, p. 119.
Circulaire du 6 mars 1869, p. 119.
Circulaire du 3 juin 1892, p. 113.
Circulaire du 29 novembre 1897, p. 106.
Circulaire du 20 janvier 1900, p. 119.
Circulaire du 6 janvier 1927, p. 117.
Circulaire du 28 octobre 1930, p. 115.
Arrêté du 14 janvier 1936, p. 106.

JURISPRUDENCE

Arrêt de la Cour d'Assises d'Ile-et-Vilaine (1816) ..	78
Arrêt de la Cour d'Assises du Bas-Rhin (1829)	78
Arrêt Colombe. Tribunal Correctionnel de la Seine, <i>Gaz. Trib.</i> , 18 février 1843	88
Arrêt P., Trib. civ. Montpellier, 11 janvier 1878, <i>Le Droit</i> , 14 avril 1878	114
Arrêt Pastre c. Hospices civils de Lyon. Cour d'appel de Lyon, 17 janvier 1896, D. H. 98. 11. 164.	107
Cour Cassation Criminelle, 24 décembre 1904, D. P. 1905. I. 206	67
Cour Cassation Criminelle, 10 mars 1927, D. P. 1928. I. 94	67

Table des noms propres

A

Adrien, p. 58.
 L'Affile (Nicolas), p. 41.
 Alcméon de Crotone, p. 19.
 Alexandrie (Ecole d'), pp. 6, 16, 19.
 Anatole France, p. 85.
 Antonin, p. 58.
 Anaxagore, p. 19.
 Aristote, p. 17.
 Auguste, p. 20.
 Ayrvedar, p. 13.

B

Babinski, p. 85.
 Bentham (Jeremie), p. 43.
 Blégny (de), p. 37.
 Bobigny (Hôpital franco-musulman de), p. 116.
 Boileau (Etienne), p. 34.
 Bologne, p. 29.
 Boniface VIII, p. 29.
 Boyen, p. 43.
 Burke, p. 44.

C

Casto, p. 16.
 Caraka, p. 14.
 Celse, p. 17.
 Charcot, p. 20.
 Charles le Mauvais, p. 31.
 Charles VI, p. 31.

Charles IX, pp. 24, 85.
 Châtelet, p. 37.
 Chysippe, pp. 17, 19.
 Colombe (Dr), p. 88.
 Commode, p. 20.
 Constantin I^{er}, p. 23.
 Constitution Caroline, p. 60.
 Cooper (Sir Astley), p. 43.

D

Dechambre, p. 20.
 Democrite, p. 19.
 Deutéronome, p. 14.
 Dhauvantare, p. 14.
 Dioclès de Carystie, p. 19.
 Duchâtel, p. 101.

E

Erasistrate de Cos, pp. 17, 19.
 Empédocle, p. 19.
 Epicarne, p. 19.
 Esterhazy, p. 45.

F

Fallopî (Gabriel), p. 31.
 François I^{er}, p. 61.
 Frédéric II, p. 29.

G

Galien, pp. 20, 25.
 Gerike, p. 21.
 Godefroy de Bouillon, p. 58.

Goupil (Jacques), p. 41.
 Granger, p. 37.
 Gregorius de Nyssa, p. 25.
 Grégoire IX, p. 28.
 Guérin, p. 17.
 Guillemeau (Jacques), p. 85.

H

Hare, p. 44.
 Harvey, p. 40.
 Haydn, p. 45.
 Henri III, p. 85.
 Henri IV, pp. 61, 85.
 Hérodote, p. 16.
 Hérophile, p. 17.
 Hessler (Dr Franz), p. 14.
 Hill Burton, p. 43.
 Hippocrate, pp. 18, 19, 25.
 Hopf, p. 14.
 Hôtel-Dieu, p. 36.
 Hughes de Sienne, p. 29.

I

Iéna, p. 40.
 Innocent III, p. 25.

J

Jean I^{er} de Portugal, p. 31.
 Jean II de France.

K

Knox (Dr), pp. 43, 44, 45.

L

Lapicque, p. 85.
 La Noue, p. 37.
 Léonard de Bertapalia, p. 29.
 Liston, p. 43.
 Louis d'Anjou, p. 31.
 Louis XIV, p. 38.

Louis XV, p. 38.

M

Mahabharada, p. 13.
 Marc Aurèle, pp. 20, 58.
 Maréchal (Georges), p. 38.
 Maxence, p. 23.
 Mauriceau, p. 37.
 Menès, p. 16.
 Moir (Dr Andrew), p. 43.
 Moise, p. 15.
 Monceaux (Michel de), p. 41.
 Monro, p. 43.
 Monsey, p. 43.
 Montpellier (Faculté de), pp. 31, 40.
 Mundini de Luzzi, p. 29.
 Musa (Antoine), p. 20.

N

Naples, p. 60.

O

Orfila (Mathieu), pp. 100, 104
 Orléans (Duc d').
 Ortolan, p. 60.

P

Pergame, p. 20.
 Philippe le Bel, pp. 27, 59.
 Philippe le Hardi, p. 59.
 Philistéon, p. 19.
 Pise, p. 31.
 Pompilius (Numa), p. 21.
 Portal, p. 127.
 Prague (Faculté de), p. 31, 40.
 Proxagore, p. 17.
 Ptolémée - Philadelphie, p. 18.
 Ptolémée-Soler, p. 16.
 Puyton (Doyen), p. 37.

Q

Quintilianus (M.F.), p. 21.

R

Ramayana, p. 13.

Riolan, pp. 17, 37.

Rochon (Jean), p. 41.

Rollfink, p. 30.

S

Saint-Côme, p. 34.

Saint-Damien, p. 34.

Saint-Luc de Padoue, p. 29.

Salamanque (Université), p. 24.

Salerne (Ecole de), pp. 28, 40.

Satyrus, p. 20.

Scott (Sir Walter), p. 44.

Septime Sévère, p. 58.

Sextus, p. 20.

Sinaï, p. 13.

Sterne, p. 44.

Stratonicus, p. 20.

Styx, p. 18.

Suétone, p. 21.

Surum, p. 14.

Susruta, p. 14.

T

Tertullien, pp. 17, 25.

Toscane (Grand Duc de), p. 31.

Tübingen (Université), pp. 31, 40.

V

Vagklata, p. 14.

Vatican (Musée du), p. 20.

Vienne (Université de), pp. 31, 40.

W

West-Port (Affaire de), p. 45.

Z

Zola, p. 85.

Index Alphabétique

A

Accidents

— du travail, p. 70.

— de la voie publique, p. 84.

Amphithéâtre (des hôpitaux),
pp. 98, 99.

Anatomistes, pp. 29, 44.

Anthropologie criminelle, p.
73.

Assistance (Règles de l'), p.
94.

Assistance Publique de Paris,
p. 96.

— importance, p. 95.

— textes relatifs à l'autopsie,
p. 96 et sqs..

Autopsie

— intérêt, p. 83.

— judiciaire, p. 58.

— dans les hôpitaux, p. 90.

— privée, p. 83.

— salles d', p. 106.

B

Barbiers, p. 34.

— étuvistes, p. 35.

C

Chambre des mises en accusa-
tion, p. 68.

Chirurgiens (Querelle des), p.
33.

Civilisation égyptienne, p. 15.

Collège royal de chirurgie.

Combattants (anciens) voir
Réformés.

Commission administrative, p.
94.

Commissaire de police pp. 90,
91.

Congrégations mortuaires, p.
30.

Constitution Caroline, p. 60.

Cour d'Assises, p. 69.

D

Délai, pp. 87, 115.

Dénonciation.

Dissection

— historique, p. 96.

— interdiction, pp. 99, 106.

Diplôme de médecine légale,
p. 71.

Domicile de secours, p. 94.

E

Edit de Valence, p. 61.

Embaumement, p. 16.

Etablissements publics, p. 94

Expert, 72, 75.

Expertise médico-légale

— à Rome, p. 20.

— au Moyen-Age, p. 58.

F

Flagrant délit, p. 66.
 Franco - musulman (Hôpital),
 p. 117.

G

Garde-champêtre, p. 90.

H

Hébreux, pp. 14, 59.
 Hôpitaux
 — admission dans les, p. 107.
 — autopsie, p. 99 et sqs..
 — commission administrative,
 p. 94.
 Hospices civils de Lyon, p.
 107.

I

Inhumations, pp. 65, 111.
 Intégrité du corps (Dogme de
 l'), pp. 24, 29.
 Institut médico-légal, p. 72.
 Instruction médico-légale des
 médecins, p. 71.
 Inviolabilité des corps hu-
 mains, pp. 20, 23.

J

Juge d'instruction (Droits du),
 p. 67.
 Jurisprudence, p. 131.

L

Lyon (voir Hospices civils).

M

Maison municipale de Santé,
 p. 111.
 Médecins experts

— choix, p. 75.
 — commise, p. 76.
 — désignation, p. 75.
 — formation, p. 71.
 — monopole, p. 76.
 — nombre, pp. 74, 75.
 — récusation,
 — reproche,
 — responsabilité, p. 77.
 — spécialisation, p. 76.
 Métiers (Livre des), p. 34.
 Musulmans, p. 116.

O

Opposition à l'autopsie
 — absence, p. 110.
 — auteur, p. 111.
 — carnet, p. 113.
 — délai, p. 115.
 — forme, p. 113.
 — initiative, p. 112.
 — portée, p. 114.
 Opposition d'office, p. 115.
 Organes (prélèvement), p. 119.

P

Pavillons de la Faculté, p. 98.
 Plainte, p. 57.
 Prélèvement (voir Organes).
 Président de la Cour d'Assises,
 p. 69.
 Psychiâtre (voir Diplôme de
 médecine légale).
 Procureur de la République,
 p. 66.

R

Rapport d'ouverture, pp. 68,
 85.
 Réformés de guerre, p. 115.

Règlement-type, pp. 96, 120.

Religion

— animiste, p. 11.

— chrétienne, pp. 11, 22.

Réquision aux médecins, p. 71.

Résurrectionnistes, p. 43.

S

Sacrilège, pp. 14, 23.

Sainte - Perrine (Institution), p. 111.

Salles d'autopsie, p. 106.

Serment, p. 61, 67.

Surveillance administrative, p. 91.

T

Transfert des corps, p. 90.

Tutelle administrative, pp 96, 120.

V

Visite, p. 59.

Voie publique (voir accidents).

Table des Matières

INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE	
HISTOIRE DES SENTIMENTS ET DES IDEES	
CHAPITRE I. — L'Antiquité	11
Les Indous et les Hébreux — Les Egyptiens — Les Grecs — Les Romains.	
CHAPITRE II. — Les Temps Chrétiens	23
L'Universalité de l'Eglise.	
CHAPITRE III. — Les Temps Modernes.	
<i>Section I : La Renaissance — L'appui royal —</i> <i>La résistance pontificale — Le bas clergé et le</i> <i>peuple</i>	27
<i>Section II : La querelle des médecins et des chi-</i> <i>rurgiens — Les barbiers-chirurgiens — La Con-</i> <i>frérie de Saint-Côme et de Saint-Damien — Le</i> <i>collège de Saint-Côme — Jalousie des médecins</i> <i>— Les trois corporations — Les enlèvements. —</i> <i>L'édit de septembre 1724 — Le collège royal de</i> <i>chirurgie</i>	33
<i>Section III : Généralisation des coutumes libé-</i> <i>rales — L'autopsie des condamnés — Les débuts</i> <i>de l'autopsie dans les hôpitaux — Les résurrec-</i> <i>tionnistes en Angleterre — L'Affaire de West-Port</i> <i>— Le crâne de Haydn</i>	40
CHAPITRE IV. — Psychologie contemporaine	46

DEUXIEME PARTIE

ETUDE JURIDIQUE

CHAPITRE I. — L'Autopsie judiciaire	57
<i>Section I : L'Ancien Droit.</i>	
Rappel de l'antiquité — Le Droit français du XI ^e au XIV ^e siècle — La Constitution Caroline — L'Edit de Valence — L'Ordonnance Criminelle de 1670 — Le Code Criminel de Brumaire an IV ..	58
<i>Section II : Le Droit Moderne.</i>	
Disposition du Code Civil — Cas du flagrant délit Droit du Procureur de la République — Droits du Juge d'Instruction — Droits de la Chambre des Mises en accusation — Droits du Président de la Cour d'Assises — Accidents du travail	64
<i>Section III : Formation et choix des experts ..</i>	71
<i>I. — Instruction médico-légale des médecins.</i>	
La loi du 30 novembre 1892 — Le diplôme de médecine légale — Les Instituts médico-légaux.	
<i>II. — Choix des experts.</i>	
Le décret du 21 novembre 1893 — Conditions de nomination des experts — Monopole — Excep- tions — Nombre des experts — Responsabilité des experts.	
CHAPITRE II. — L'Autopsie non judiciaire	81
<i>Section I : L'Autopsie privée</i>	83
§ I. — <i>Intérêt.</i>	
Pour le malade — Pour la famille — Pour la société.	
§ II. — <i>Les Textes.</i>	
Ordonnance du 14 Messidor an XII — Ordonnance du 6 septembre 1839 — Décret du 15 avril 1919 — Décret du 15 mars 1928.	
<i>Section II : L'Autopsie dans les Hôpitaux</i>	90

§ I. — *Considérations générales.*§. II — *Les Textes.*

Initiative de la réglementation — Organisation sommaire de l'assistance en France — Les Commissions administratives.

a) *Les textes de l'Assistance Publique de Paris:* Historique sommaire des dissections — Ordonnance du 3 décembre 1834 — Arrêté du 10 novembre 1841 — Conflit — Démission d'Orfila — Intervention de l'Académie de médecine — Lettre du Ministre de l'Intérieur — Arrêté du 6 avril 1842 — Analyse juridique: interdiction des dissections; salles d'autopsie; l'opposition; les oppositions d'office; règle du tiers; limitation des droits de l'opérateur; prélèvements d'organes.

b) *Les règlements généraux :*

Nature et rôle — Règlement de 1840 — Règlement de 1899 — Conclusion.

CONCLUSION	123
BIBLIOGRAPHIE	125
TABLE des lois, arrêtés, édits, décrets	128
Ordonnances, arrêtés et circulaires du Conseil général des Hospices et de l'Administration générale de l'Assistance Publique à Paris	130
TABLE de la Jurisprudence	131
TABLE des noms propres	132
INDEX ALPHABÉTIQUE	135
TABLE DES MATIÈRES	138

IMPRIMERIE LOUIS JEAN, G&P. - PÉRIODIQUES
PUBLICATIONS LITTÉRAIRES & SCIENTIFIQUES

